

DEPARTEMENT DU PUY DE DOME

commune de :

**LES MARTRES-SUR-MORGE**

Reçu à la Sous-Préfecture de RIOM

Le 20 SEP. 2000

Arrêté en vertu de la Loi n° 218 du 22.03.82

**1.1**

**APP**

CARRE-LONG  
D.D.E. 63

# PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

## RAPPORT DE PRESENTATION

### ELABORATION

- Prescription  
Délibération du Conseil Municipal  
du 13/12/1996
- Arrêt du projet  
Délibération du Conseil Municipal  
du 30/04/1999
- Publication  
Arrêté du Maire  
du 22/11/1999
- Approbation  
Délibération du Conseil Municipal  
du 08/09/2000

### MODIFICATIONS - REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

- 1 \_\_\_\_\_
- 2 \_\_\_\_\_
- 3 \_\_\_\_\_
- 4 \_\_\_\_\_
- 5 \_\_\_\_\_
- 6 \_\_\_\_\_

---

# **SOMMAIRE**

## **PREAMBULE**

**I-LA SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE**

**II-LA PRESCRIPTION DU POS**

## **SECTION 1-LE TERRITOIRE COMMUNAL ETAT INITIAL DU SITE**

### **I-CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES GENERALES**

**1-Conditions naturelles**

**2-Eléments historiques**

**3-Démographie**

**4-Occupation du sol**

### **II-APTITUDES ET RESSOURCES**

**1-Pédologie**

**2-Agriculture**

**3-Boisement**

**4-Hydrogéologie-Captages**

**5-Paysages et patrimoine naturel**

### **III-LES VOIES DE COMMUNICATION**

### **IV-LES FORMES D'URBANISATION ET LE PATRIMOINE**

**1-Caractéristiques de l'implantation humaine**

**2-Caractéristiques du bâti**

**3-Le patrimoine**

## **SECTION 2-DEMOGRAPHIE-ACTIVITES-CONDITIONS DE VIE**

**I- LA DEMOGRAPHIE**

**II- LES ACTIVITES ET LES SERVICES**

**III-LES CONDITIONS DE VIE**

## **SECTION 3-LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**

### **I-LES DISPOSITIONS DU POS**

**1-Orientations**

**2-Les démarches préalables**

**3-Le zonage du territoire**

**4-Les emplacements réservés**

**5-Le bilan des surfaces**

### **II-LA JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS**

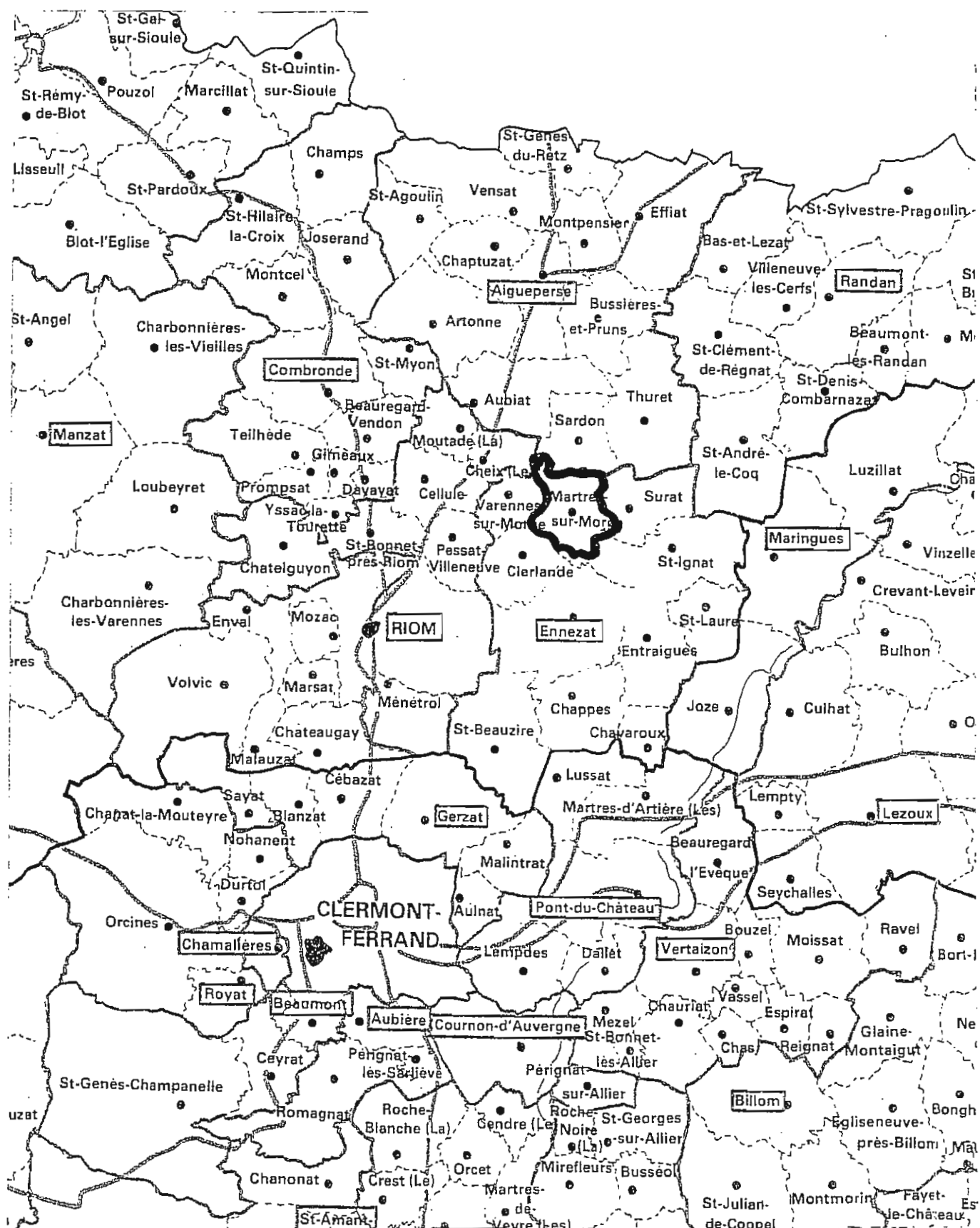
**1-La prise en compte de l'environnement**

**2-La maîtrise de l'urbanisation future**

**3-Le POS au regard des lois d'aménagement et d'urbanisme**

**4-Les servitudes d'utilité publiques**





---

## **PREAMBULE**

### **I-LA SITUATION GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIVE**

La commune des Martres sur Morge est située dans la plaine de la Limagne à 25 km au Nord Est de Clermont Ferrand ,à 11 km au Nord Est de Riom et à 6 km au Nord d'Ennezat.

Son altitude est comprise entre 344 mètres au point le plus haut et 348 mètres au plus bas.

Le territoire communal s'étend sur 822 hectares.

Elle est limitée par les communes de :

- Sardon au Nord
- Surat à l'Est
- St Ignat au Sud-Est
- Clerlande au Sud-Ouest
- Varenne sur Morge à l'Ouest

Elle appartient au canton d'Ennezat et au bassin d'équipement de Riom.

Sa population est de 450 habitants répartie sur un bourg ( 441 hbts ) et deux écarts , La Ferme (6 hbts) et Palerne (3 hbts ).

La commune est traversée d'Ouest en Sud-Est par la rivière Morge.

Jusqu'à ce jour la commune,ne bénéficiant pas de plan d'occupation des sols,était soumise au Règlement National d'Urbanisme.






En 1996 et 1997 la commune s'est engagée dans une réflexion d'Etude de Programme d'Aménagement de Bourg permettant de définir des orientations pour l'avenir sur l'organisation des espaces publics et sur les réserves foncières à effectuer.

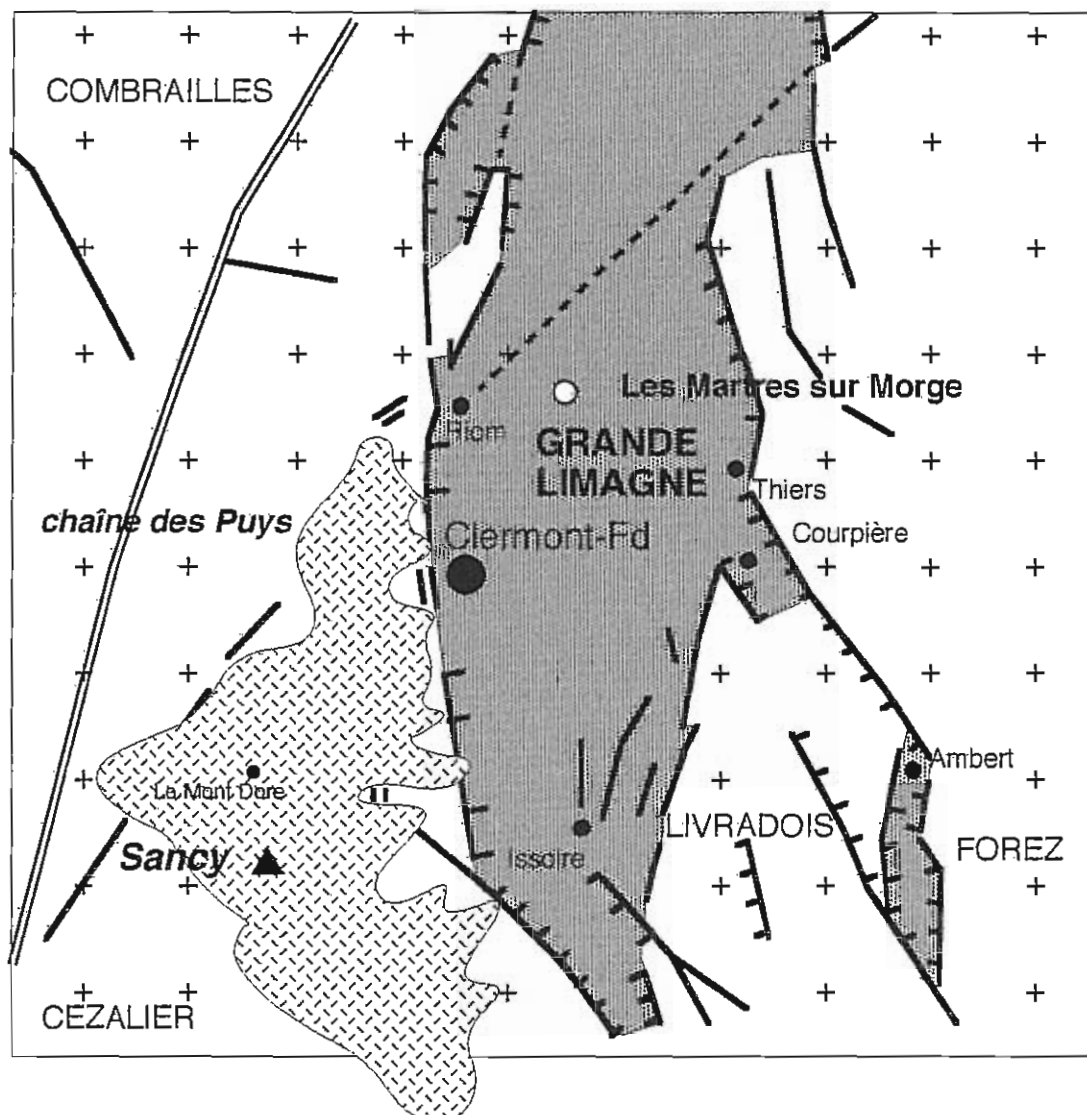
### **II-LA PRESCRIPTION DU POS**

Par délibération en date du 13 Décembre 1996 le Conseil Municipal a décidé de prescrire l'élaboration d'un POS dont les principaux objectifs sont :

- la revitalisation du Centre Bourg
- le maintien de l'activité agricole
- la définition des sites d'extension de l'urbanisation
- la préservation d'un équilibre entre le milieu bâti et les espaces agricoles et naturels.
- la délimitation des zones de risques d'inondation de la rivière Morge.

# STRUCTURE GEOLOGIQUE

-  Terrains sédimentaires tertiaires et quaternaires
-  Volcanisme
-  Terrains cristallins d'âge primaire
-  Sillon houiller
-  Failles



---

# **I-CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES GENERALES**

## **1-Conditions naturelles**

### **Structure géologique**

La commune des Martres sur Morge est située en plein centre de la plaine de la Grande Limagne. Cette plaine formée par un fossé d'effondrement datant du tertiaire a été remblayée au cours des âges (Eocène et Oligocène) par des sédiments fertiles de marne et d'argiles (terre noire) qui ont favorisé l'implantation des cultures céréalières .

### **Structure climatique**

La Limagne bénéficie d'un climat généralement ensoleillé aux précipitations faibles malgré des écarts brutaux. Elle ne connaît que 20 jours de neige par an en moyenne (de Décembre à Mars) .Elle est par contre souvent soumise aux brouillards en hiver et au phénomène d'inversion de température qui provoque des gelées humides lorsque les points plus élevés sont ensoleillés.

## **2 Eléments historiques**

### **Origine du nom**

Plusieurs pistes peuvent expliquer l'origine du nom Martres .En Auvergne le mot Martres pourrait signifier les "Mères" et désigner des sources divinisées. On peut également le rapprocher du mot martyres venant du latin signifiant tombeau.

Lorsque l'on fait la même recherche pour les villages des Martres d'Artières et Martres de Veyre on trouve deux histoires de momies parfaitement conservées . Ceci laisserait entendre que les lieux portant le nom de Martres pourraient avoir un rapport avec un culte, importé, car étonnamment sophistiqué pour les époques concernées, recevant un rite d'embaumement.

### **Historique**

A l'époque du moyen-âge, le territoire actuel de la commune, était sous l'égide de deux seigneuries: Les Martres et Palerne.

La famille Vernet en était propriétaire à laquelle succéda un bourgeois de Riom seigneur de Palerne, Amable Cériers .

En 1587 un mariage entre les Martres et Palerne mirent ces domaines entre les main de Imbert Régin, trésorier général de France à Riom pour

---

revenir ensuite à son neveu Besse de la Richardie.

En 1719, l'ensemble fut vendu à Tubœuf, seigneur de Blanzat, conseiller au parlement de Paris qui, le céda en 1728 à Jean Léon de la Borde. Cette dépendance se poursuivra jusqu'à la révolution.

Invokant l'éloignement de l'église de Varennes ainsi que les difficultés de circulation résultant des crues de la Morge, les habitants des Martres obtinrent, le 24 décembre 1483, l'autorisation de se constituer en paroisse et de construire leur église qu'ils baptisèrent "Notre Dame de l'Assomption".

Sous l'an II, l'église fut transformée en temple de la Raison. Elle fut agrandie en 1806 après avoir été rendue au culte.

### 3 Démographie

La commune des Martres sur Morge compte 450 habitants

Le Canton d'Ennezat (11 communes) 7975 habitants

Chappes	987
Chavaroux	303
Clerlande	273
Ennezat	1915
Entraigues	563
<b>Les Martres sur Morge</b>	<b>450</b>
Saint Beauzire	1872
Saint Ignat	632
Saint Laure	295
Surat	403
Varennes-Sur Morge	282
Canton d'Ennezat Nombre d'habitants	7975



---

## 4 Occupation du sol

Le relief de cette zone est très peu prononcé et les surfaces boisées peu importantes. Ces caractéristiques et la qualité des terrains typiques de la région Limagne ont fait de la commune des Martres sur Morge un secteur particulièrement adapté aux cultures céréalières .

Cette région qui n'était jadis qu'une zone de marécage, assainie par les chanoines à partir du XI ème siècle est devenue une zone de cultures intensives de céréales (maïs, blé, tabac ).

En ce qui concerne l'occupation humaine ,la population est concentrée en une seule entité urbaine sous la forme d'un bourg situé sur la rive gauche de la rivière Morge sur une longueur de 1 350 mètres et une surface d'environ 35 hectares. A part les écarts et lieu-dits de La Ferme et de Palerme au Sud aucun bâtiment ne se trouve plus éloigné de 800 mètres du centre- bourg.

La rivière Morge traverse la commune d'Ouest en Sud-Est. Elle s'accompagne d'une enveloppe végétale épaisse qui rompt avec la monotonie des terres agricoles.

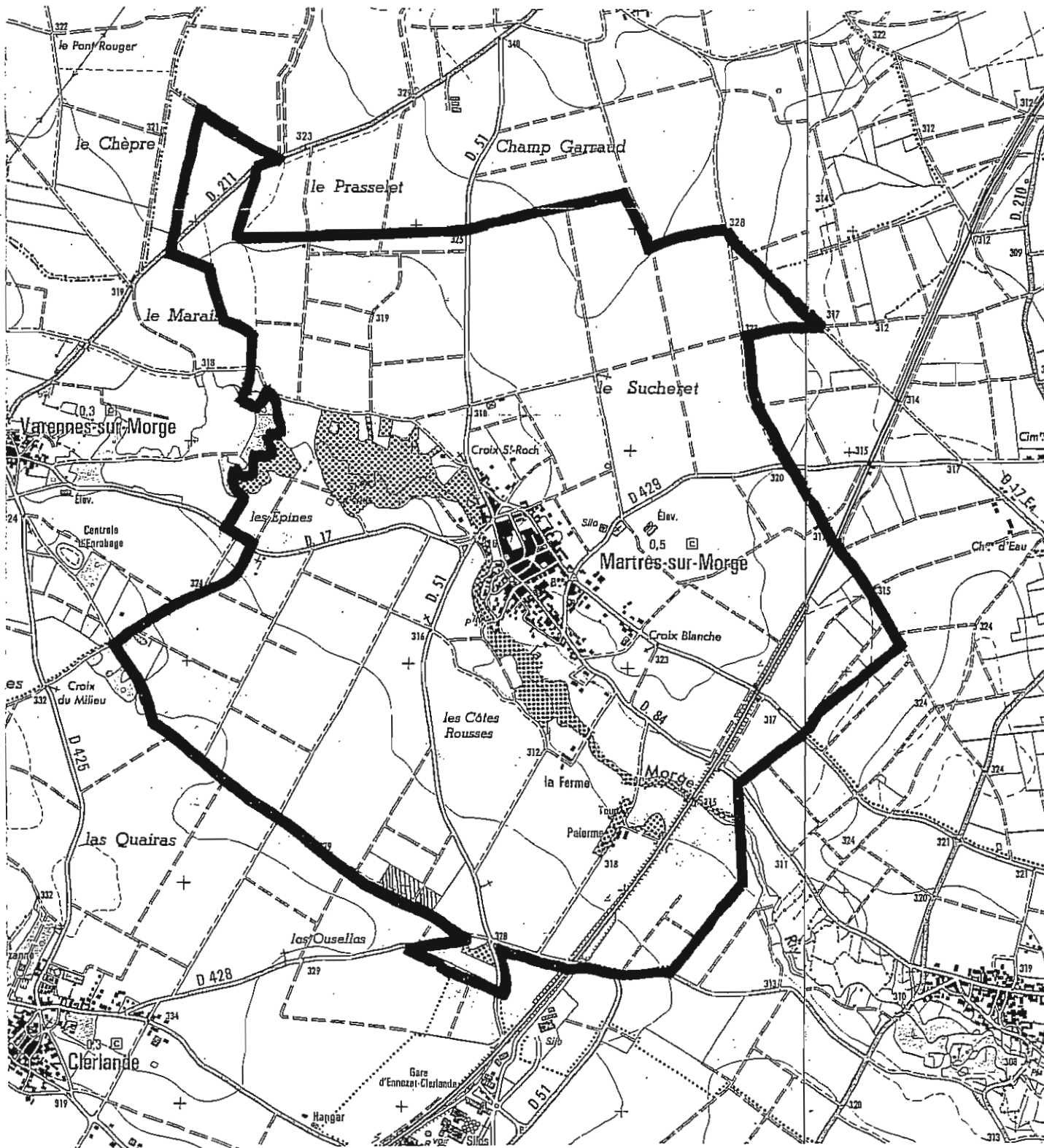
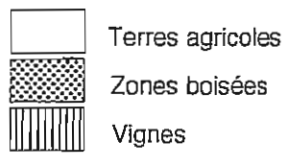
Quelques pacages existent au bord de la Morge ainsi que quelques jardins potagers.

De rares parcelles de vignes subsistent encore à la limite de la commune de Clerlande au Sud .

Le réseau viaire est constitué par de nombreux itinéraires majeurs départementaux ( RD 51-RD 17- RD 429-RD 84 ) et par un ensemble secondaire de voies communales et de chemins d'exploitation.

Une voie ferrée reliant Riom à Vichy traverse la partie Sud-Est de la commune sur une longueur de 2250 mètres.

## OCCUPATION DU SOL



---

## II-APTITUDES ET RESSOURCES

### 1-Pédologie

On peut distinguer plusieurs grandes catégories de sols sur la commune des Martres sur Morge .

- Des sols noirs calcaires : sols argileux sur limons gris à gris foncé, à forte capacité d'échange, très favorables aux grandes cultures.
- Des sols alluviaux calcaires hydromorphes correspondant à la vallée de la Morge, à nappe circulante peu profonde. Cette faible dépression peu étendue, parfois inondée, est favorable aux prairies;
- Des sols isohumides brunifiés; terrasses argileuses de la Morge -peu profonds bien structurés et sains.
- Des sols brunifiés qui sont des sols bruns modaux sur alluvions anciennes des terrasses sablo-argileuses de la Morge- sols à tendance acides.
- Des sols à tendance isohumides, hydromorphes, calcaires, qui sont des sols argileux gris.

### 2-Agriculture

Les éléments rapportés dans le présent paragraphe sont extraits d'une **étude spécifique réalisée en Mars 1998 par la Chambre d'Agriculture du Puy De Dôme à l'occasion de l'élaboration du POS**.

Les éléments constituant cette étude sont fondés sur les données statistiques existantes (INSEE et Recensement Général de l'Agriculture ) mais également à partir d'une enquête sur le terrain.

La commune des Martres sur Morge est située dans la Petite Région Agricole "Limagne Nord". Elle présente toutes les caractéristiques d'une commune naturellement orientée vers les productions céréalières et industrielles ,celle du maïs en particulier. Les surfaces toujours en herbe (126 Ha) ne représentaient plus que 17,5 % de la surface agricole utilisée en 1988. Toujours à la même époque, la surface agricole utilisée (718 Ha) occupait, quant à elle, plus de 87 % de la surface totale de la commune (822 Ha ).

Cette présence de l'activité agricole est particulièrement développée sur la commune des Martres sur Morge si l'on compare ces chiffres à ceux de la Petite Région Agricole Limagne Nord et à ceux de l'ensemble du département du Puy de Dôme.

Le relief, l'absence des surfaces boisées conséquentes et la qualité agronomique des terrains expliquent sans difficulté ce constat et confèrent par la même à la commune des Martres sur Morge une vocation céréalière partagée avec nombre de communes limitrophes mais encore plus marquée sur cette zone.

	Puy de Dôme	PRA Limagne Nord	Les Martres
Surfaces agricoles utilisées			
%	52%	63,4%	88%
Surfaces cadastrées			

#### Population agricole

Les derniers chiffres connus faisaient état de près de 23% d'actifs agricoles rapportés à l'ensemble des actifs de la commune. Ce chiffre est très supérieur à la moyenne départementale (8,8 %).

La population agricole familiale (chef d'exploitation et membres de la famille vivant ou travaillant sur l'exploitation) représentait, en 1988, 88 personnes pour une population totale de 381 personnes, soit environ 23% de la population totale.

Par ailleurs la population familiale active sur les exploitations représentait un effectif de 44 personnes soit 11,5 % de la population totale alors que l'on notait l'absence de salariés permanents ce qui est encore le cas à ce jour.

Si on recensait 32 chefs d'exploitation en 1988, on constatait la présence de 11 chefs d'exploitation déclarant une profession principale ou secondaire non agricole, soit plus du tiers de l'ensemble des chefs d'exploitation pour 24 % de doubles actifs dans la Petite Région Agricole "Limagne Nord" et 19% de doubles actifs pour l'ensemble du département du Puy de Dôme.

Chefs d'exploitation	Puy de Dôme	PRA Limagne Nord	Les Martres
Moins de 35 ans	14%	11,5%	15,5%
De 35 ans à 50 ans	28%	24,5%	22%
Plus de 50 ans	58%	64%	62,5%

L'enquête à laquelle ont participé les 18 exploitations agricoles de la commune (dont 4 EARL) fait état de:

- 3 exploitants âgés de moins de 35 ans, soit 14 % du total
- 10 exploitants âgés de 35 à 50 ans soit 45 % du total
- 9 exploitants âgés de plus de 50 ans soit 41% du total

On assiste donc à un renforcement de la tranche d'âge intermédiaire.

Il convient cependant de préciser que si l'on fait abstraction des petites structures gérées par des exploitants de plus de 65 ans, soucieux surtout de préserver leur patrimoine, le nombre des exploitants agricoles réellement efficaces sur la commune devient égal à 15, le nombre des exploitants devant être égal à 18.

Dans ces conditions, la représentativité des jeunes agriculteurs mais surtout celle des exploitants âgés de 35 à 50 ans s'améliore pour dépasser 55 % de l'ensemble des exploitants de la commune.

Enfin on constate une diminution de l'importance des doubles actifs qui ne représenteraient plus que 30% environ des chefs d'exploitation en 1998.

"La vocation agricole naturelle de la commune apparaît donc très marquée tant au niveau des surfaces exploitées que de la population active, cette vocation étant plus affirmée encore que dans les autres communes de la Petite Région Agricole "Limagne Nord".

#### Type d'agriculture

"Dans les années 80, la surface moyenne était de l'ordre de 22,4 Ha sur la commune des Martres sur Morge pour une moyenne de 23,2 Ha pour la Petite Région Agricole "Limagne Nord" et de 28 Ha pour l'ensemble du département du Puy de Dôme".

Depuis l'enquête agricole a permis de constater une certaine restructuration naturelle des exploitations qui va s'accroissant au bénéfice des exploitations moyennes et importantes.

Structures des exploitations	PDD	PRA Limagne Nord	Les Martres	
Plus de 50 Ha	15%	10%	12,5%	23% *
De 20 à 50Ha	37%	35%	22%	37% *
Moins de 20Ha	47%	55%	65,5%	40% *
* chiffres résultants de l'enquête POS 1998				

#### Systèmes d'exploitation

Les productions céréalières et les cultures industrielles sont omniprésentes sur la commune. L'élevage bovin (exclusivement orienté sur la production de viande ) ne concerne que 2 ou 3 exploitations pour un nombre de droit à produire de l'ordre de 70. Des élevages hors-sol existent également en complément de surfaces ou de revenus.

La Chambre d'Agriculture a conclu son enquête en définissant ainsi les orientations pour le futur:

- disparition des structures très étroites gérées par les exploitants retraités désireux de valoriser un patrimoine libre des contraintes liées au statut du fermage.

- 
- maintien de la catégorie des exploitants doubles actifs, salariés à titre principal (tranche encore jeune ).
  - concentration des exploitants à temps complet sur une dizaine d'unités pouvant dépasser 70 Ha en moyenne.
  - développement des productions hors sol en complément.

### **3-Boisement**

Une réglementation des boisements a été instituée par arrêté préfectoral du 1er Février 1990, mais elle n'a pas été renouvelée depuis. Les interdictions de boisement étant prononcées pour six ans seulement , le boisement des parcelles est actuellement soumis à autorisation préfectorale.

Cependant aucune réglementation quant au choix des essences n'a été mise en place aujourd'hui dans le département.

Les distances de plantations par rapport aux chemins obéissent aux seules règles prévues par l'article 671 du Code Civil: il n'est permis de planter qu'à une distance de deux mètres de l'emprise si la plantation dépasse deux mètres de hauteur, et un demi-mètre si elle fait moins.

Actuellement les zones boisées sont essentiellement constituées par une forêt alluviale le long de la Morge. Cette zone végétale constitue une zone de transition entre le milieu aquatique et le milieu sec qui est particulièrement fragile . Elle est le siège d'une diversité floristique qu'il conviendrait de préserver et de favoriser en limitant le développement de certaines espèces ( comme le Robinier faux Acacia et le Peuplier ) et en favorisant celui d'autres comme le Chêne et l' Erable.

Les zones boisées ne représentent qu'une vingtaine d'hectares sur la commune des Martres sur Morge soit moins de 3% du territoire .

### **4-Hydrologie.**

La rivière Morge traverse le territoire communal sur environ 3 km.Elle s'écoule dans un lit sinueux à faible pente creusé dans une vallée alluviale sableuse.Elle rejoint l'Allier un peu plus à l'Est à côté de Maringues.

La partie haute du bassin versant de la Morge recueille les eaux du Nord des Monts d'Auvergne dans cette zone qui culmine à 950 m.

La partie inférieure du bassin se situe dans la plaine de la Limagne à des altitudes voisines de 300 m.

Les débits de crues de la rivière Morge se situent entre 30 m<sup>3</sup>/s en crue décennale et 60m<sup>3</sup>/s en crue centennale.

---

Un certain nombre d'ouvrages hydrauliques ont été construits au cours des âges au bord de ses rives et sur La Morge. Il s'agit en général de ponts et de passerelles mais également de moulins qui ne sont plus en activité mais dont les structures bâties sont encore existantes.

Soit d'amont en aval :

- un moulin devant la route de Sardon,
- un pont routier de la RD 17,
- un deuxième moulin (sous la rue du Moulin ),
- une passerelle,
- un pont donnant accès à une ferme au Sud Est du bourg.
- le pont de Palerme ,
- le pont de la voie ferrée.

La commune est soumise au risque d'inondation de type torrentiel.

Les implantations humaines doivent donc être contrôlées dans les zones inondables afin d'assurer la sécurité publique et de préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues.

Une étude d'inondabilité a été confiée à un Bureau d'étude spécialisé afin d'identifier et de caractériser les zones à risque d'inondation de la vallée de la Morge sur le territoire communal et de fournir une cartographie des aléas et des champs d'inondation à préserver.

En ce qui concerne la qualité des eaux, la Morge est classée dans les catégories 1B (bonne) à 2 (moyenne ) pour un objectif de 1A (très bonne).

## **5-Paysages et patrimoine naturel**

### **Structure paysagère**

La structure paysagère de la commune des Martres sur Morge est en tous points conforme à celle de la plaine de la Limagne caractérisée par de grands espaces de temps en temps interrompus par de petites buttes qui les dominent seulement de quelques mètres au plus. Les grandes parcelles de la culture céréalière dominante (blé, maïs, tournesol, colza ) marquent le paysage d'une manière ordonnée et autoritaire en le parsemant de grandes taches colorées et rayées. Ce paysage quelque peu monotone l'hiver dominée par la couleur noire de la terre est plus coloré l'été grâce à la variété des cultures qui font alterner les coloris ambré du blé , jaune doré du tournesol et du maïs et jaune acidulé depuis l'arrivée du colza.

Seuls quelques ensembles arborés qui bordent la Morge et la silhouette du bourg viennent barrer l'horizon bloqué dans le lointain par les massifs de la chaîne des Dômes et des Combrailles à l'Ouest et par ceux du Forez à l'Est .

### Vignes

Quelques rares parcelles de vignes subsistent encore au Nord Ouest à la limite des communes de Clerlande et Ennezat. La toponymie témoigne de l'existence de ces vignes ( voir le lieu-dit "derrière La Vigne" ) qui étaient abondantes autrefois.

### Jardins

Certaines parcelles de très petites tailles le long de la Morge sont encore utilisées pour des jardins potagers installés sur les terres très fertiles (les chambons), mais beaucoup sont aujourd'hui délaissées.

### Espaces naturels

On ne peut véritablement parler de milieu naturel dans la plaine de la Limagne tant l'homme a exploité la moindre parcelle de terre pour lui soutirer le maximum de ressources.

Il existe cependant sur le territoire communal un espace différencié autour de la Morge où c'est installé une forêt alluviale qui contraste avec les zones agricoles sèches fortement travaillées.

Dans cette zone quelques terrains sont actuellement mis en pâtures pour des chevaux et des poneys.

Le remembrement a permis de contenir des espaces colonisés sur les berges et les zones inondables. Il se développe sur ces zones un milieu caractéristique qui tend vers la ripisylve type.

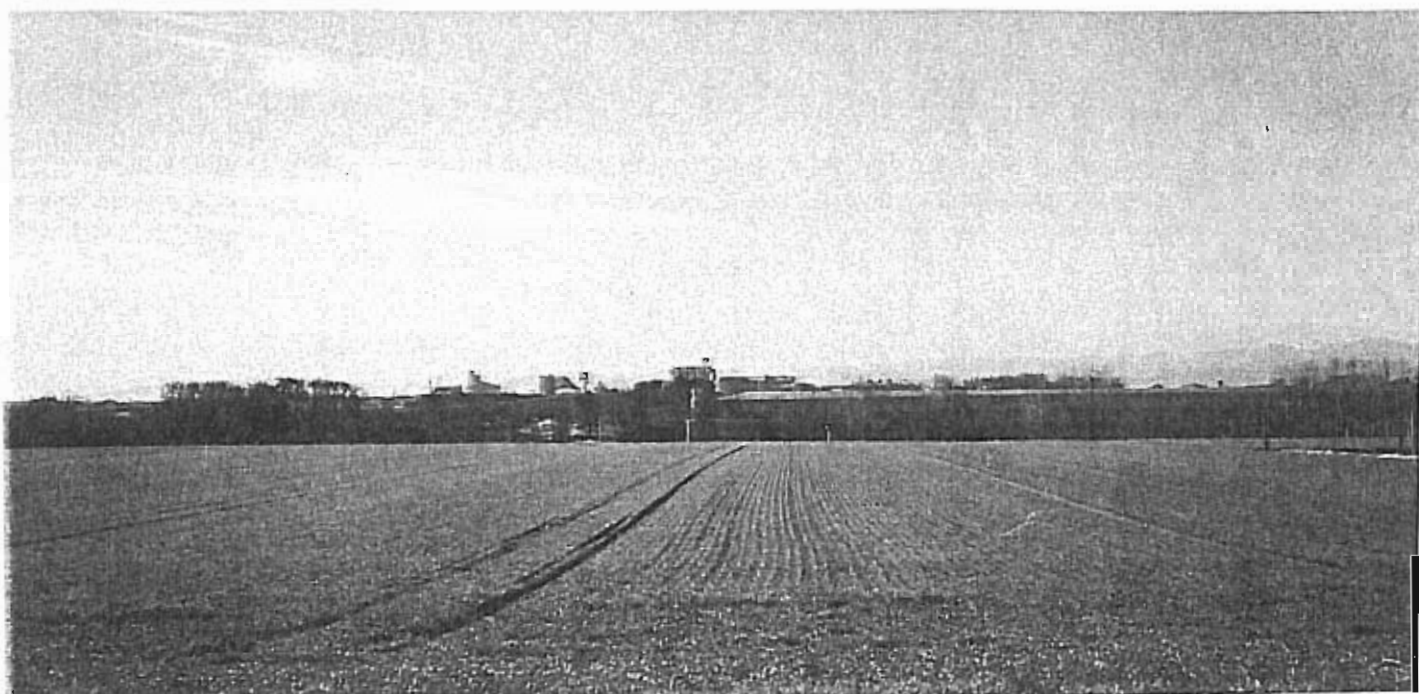
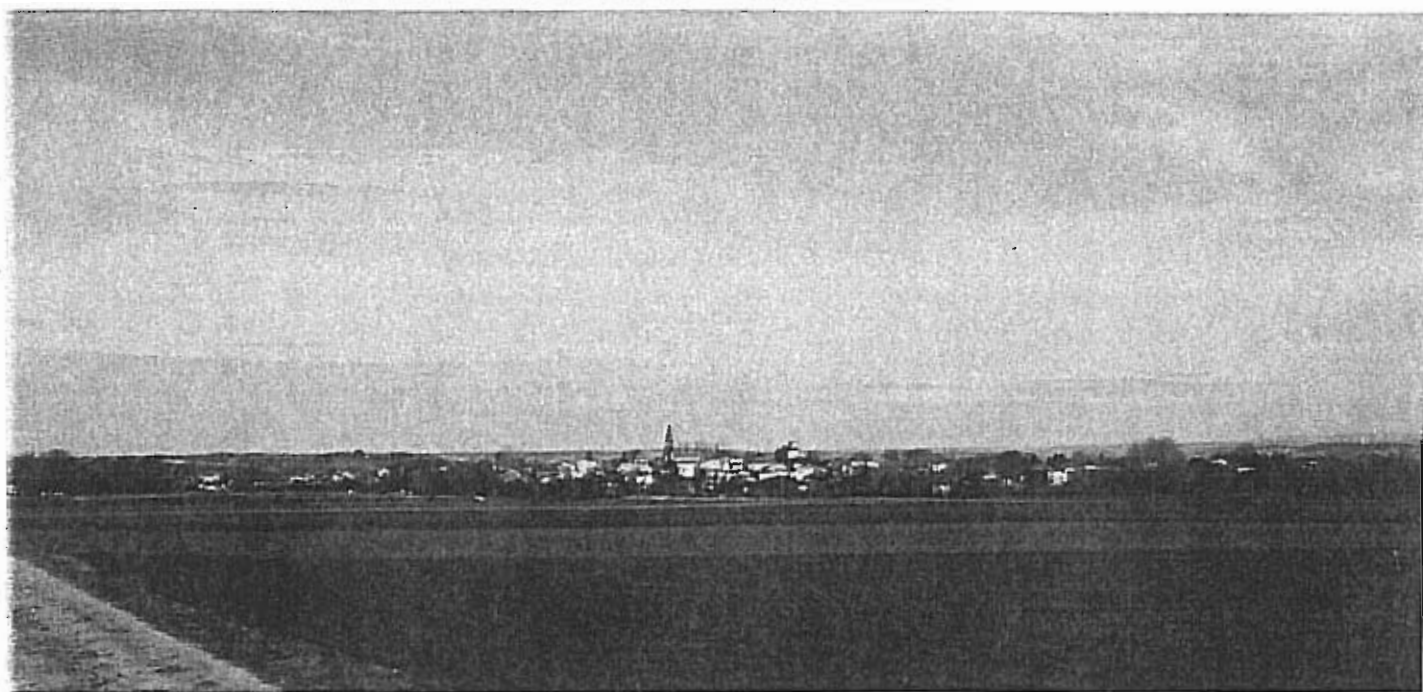
On y trouve encore une grande variété végétale; érables champêtres, frênes, robiniers, ormes, cornouillers, chênes, saules, aulnes, sureaux.





## PAYSAGE

---



### III-LES VOIES DE COMMUNICATION

La structure routière est la seule voie de communication existante sur la commune car la voie ferrée ne constitue plus un moyen de transport accessible par les riverains.

En effet si le territoire communal est traversé au Sud-Est par une voie ferrée électrifiée à double voie qui assure une liaison Paris/Clermont-Ferrand par Vichy pour le transport des voyageurs et du frêt, il n'existe pas d'accès sur la commune, cette desserte ne possédant plus d'arrêt entre Vichy et Riom. La relation ferroviaire voyageurs la plus proche se situe donc à Riom.

En ce qui concerne la desserte routière, la commune des Martres sur Morge est bien relié au réseau routier :

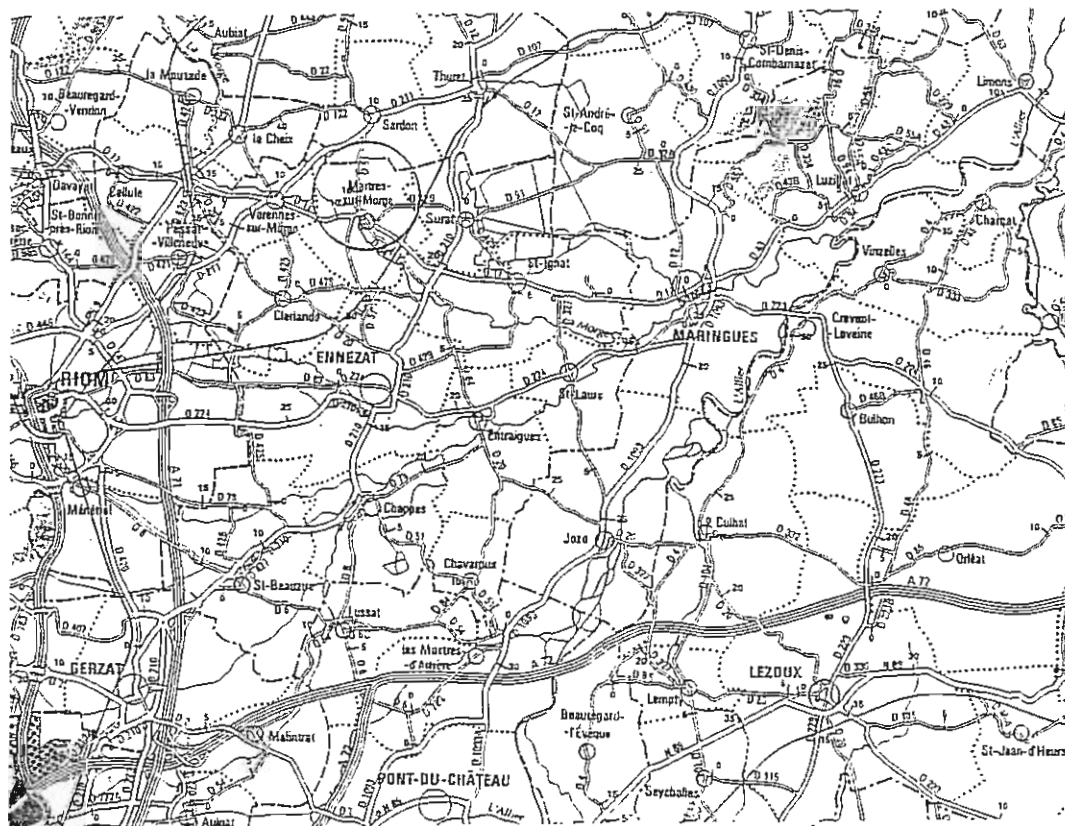
- l'accès à l'autoroute le plus proche est à 9 km.

- le réseau départemental relie la commune au Sud à Ennezat et au Nord à Aigueperse par la D 51, ainsi qu'à Maringues, à l'Ouest, par la D17.

Ces départementales, très empruntées par tous types de véhicules traversent le bourg dans les quatre directions.

Un réseau de voies communales et de chemins d'exploitation abondant irrigue largement les exploitations agricoles.

Un autocar régulier et quotidien assure la desserte.



---

## IV-LES FORMES D'URBANISATION ET LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL

### 1-Caractéristiques de l'implantation humaine

#### Zone d'implantation ancienne

Si l'on trouve dans la Limagne de très anciennes traces de peuplements humains ( 3000 ans avant J-C Néolithique moyen - civilisation Chasséenne ) on peut penser que les premiers habitats en dur n'ont pu se réaliser dans la zone qui nous intéresse qu'avec l'assèchement des marais qui se poursuivra jusqu'au XIX ème siècle.

L'implantation humaine sur la commune des Martres sur Morge s'est essentiellement constituée le long de la rivière Morge , puis autour des voies de communication qui mènent à Randan, Maringues , Aigueperse et Ennezat. Elle est le résultat à la fois de l' activité traditionnelle agricole de la Plaine de la Limagne, et de la proximité de la rivière Morge.

La rivière a en effet joué un rôle moteur dans cette organisation en apportant l'énergie qui alimentait des Moulins en amont et en aval .Ces constructions sont encore visibles et possèdent encore leur système hydraulique -roue etc...

D'autre part elle a maintenue l'extension du bourg du côté Est, le plus élevé, où les risques d'inondations sont les plus faibles.

Sur le point le plus haut, un petit noyau central s'est installé autour de l'église, mais ce noyau n'a pas créé de forme concentrique comme pour d'autres villages de la Limagne. Les extensions se sont ainsi organisées autour d'un carrefour de voies multidirectionnelles.

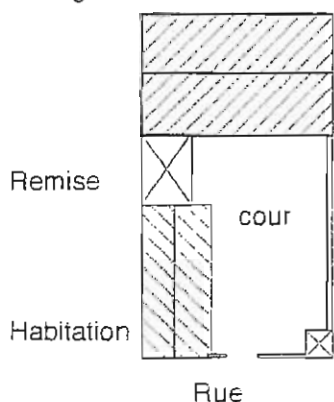
L'originalité du système d'urbanisation des Martres sur Morge, réside dans l'implantation de ses constructions de part et d'autre de la voirie avec une logique systématique de pignons perpendiculaires ce qui lui confère l'aspect d'un village rue. Cette forme se retrouve souvent dans les pays les plus riches (d'où l'expression "avoir pignon sur rue" ) car elle oblige à construire deux murs en mitoyenneté au lieu d'un. Un passage étroit intermédiaire avec un droit d'échelle assure également l'évacuation des eaux pluviales.

Ce choix peu paraître étonnant dans un contexte historique plutôt pauvre mais il a permis de donner aux rues des Martres sur Morge une réelle unité .

## IMPLANTATION TRADITIONNELLE

L'implantation traditionnelle qui correspond à la ferme limagnaise utilise la totalité de la parcelle qui correspond à peu près à une forme proche du carré dans le centre du bourg ou à un rectangle allongé sur les voiries périphériques. Les éléments des divers bâtiments (habitat, remise, étables grange se combinent entre eux selon de multiples variantes mais toujours avec une même logique de fonctionnement par rapport aux contraintes de protection climatique et de circulation .

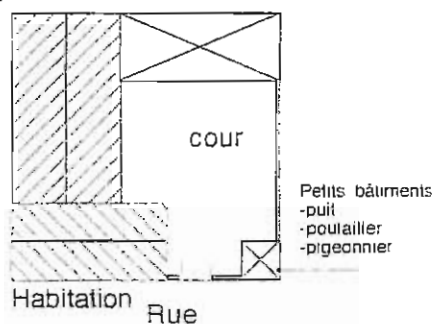
Grange/étable



Type à pignon sur rue  
présent au bord des  
voiries traversantes

Grange/étable

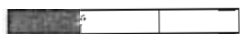
Remise



Type à corps d'habitation  
parallèle à la rue  
présent sur l'intérieur du  
bourg

Echelle

0 10 20 30 m

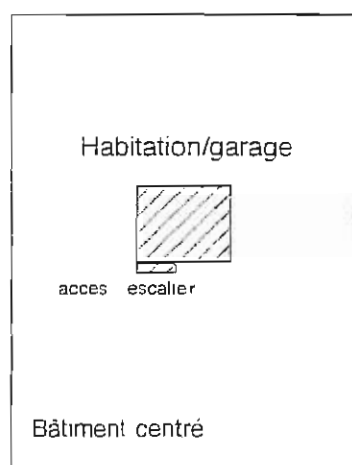


---

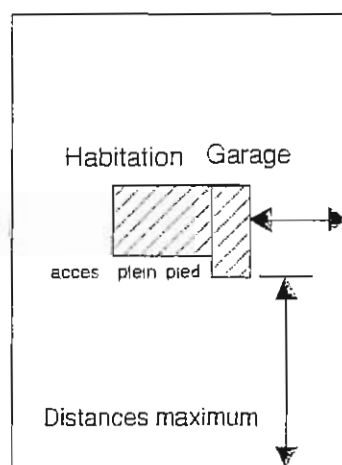
Ces constructions ont la plupart du temps été édifiées pour des exploitants agricoles. Elles correspondent au type traditionnel de "la ferme limagnaise" qui associait une habitation et une grange établie autour d'une cour fermée par les corps de bâtiment qui les constituaient. Leur implantation en limite de voirie et souvent en mitoyenneté leur permettait de remplir une fonction de clôture. C'est ainsi que se sont constitués des ensembles à cours fermées sur le devant et ouvertes sur l'arrière soit directement sur l'exploitation agricole quand cela était possible ou bien sur des chemins d'exploitation ou bien encore sur des petits jardins potagers. On peut également observer que la taille des parcelles est constante en largeur en étant proche de plus ou moins 30 mètres ce qui contribue encore à l'homogénéité des ensembles bâtis. Cette caractéristique est particulièrement visible dans le quartier des Clos.

## IMPLANTATION MODERNE

L'implantation des constructions récentes est caractérisée par l'éloignement des limites parcellaires (voirie et mitoyenneté). Ceci entraîne l'utilisation de parcelles plus grandes que par le passé, même si les besoins en superficie sont plus faibles compte tenu que ces bâtiments sont en général strictement réservés à l'habitation. Le terrain libre autour de la construction est souvent consacré à un aménagement paysager de type urbain (jardin d'agrément) ou à un jardin potager.



Rue



Rue

Type "moderne" correspondant  
au Rez de Chaussée surélevé  
années 1930 à 1970 environ

Type contemporain  
construction de plein pied  
deux volumes minimum  
à partir des années 1970  
environ

Echelle

0 10 20 30 m



---

## **Zones d'implantations modernes**

En ce qui concerne l'évolution récente du bourg on peut clairement différencier la zone ancienne cohérente dans son architecture et dans son fonctionnement basé sur l'exploitation agricole, qui n'a pratiquement pas évoluée jusque vers les années soixante, par rapport à des zones d'extensions périphériques contemporaines où les logiques traditionnelles ont été complètement abandonnées.

A proximité du bourg les nouvelles implantations "modernes" sont le plus souvent construites pour ce que l'on appelle aujourd'hui "les nouveaux ruraux". Elles correspondent à un mode de vie radicalement différent où l'activité agricole n'a plus sa place. Elles sont le plus éloignées possibles de la voirie et des limites mitoyennes. En effet la rue est devenue une pollution sonore et les voisins une gêne.

Quant aux implantations extérieures au bourg elles concernent le plus souvent des structures agricoles de types hangars et silos de tailles assez importantes dont les silhouettes ont marquées le paysage contemporain de la Limagne en lui donnant l' image "industrielle" liées aux nouvelles formes de l'exploitation agricole du XXème siècle.

## **2-Caractéristiques du bâti**

En ce qui concerne l'**aspect des bâtiments anciens**:

- Ils sont construits souvent en moellons de pierre assemblés en parpaings et en pierres taillées pour les encadrements des ouvertures et les angles ( quelques beaux appareillages en lave sont présents sur ce secteur ) ou en terre crue suivant la technique du pisé.
- les toitures sont en général en tuile de terre cuite , mais l'ardoise peut recouvrir également certaines constructions (habitat bourgeois, bâtiments publics ). La forme des toits est constituée par deux pans pour les bâtiments les plus simples et agrémentés d'une croupe pour les maisons bourgeoises.
- la "génoise" technique qui consiste à mettre en œuvre un ou plusieurs rangs de tuiles en débord de toiture, est largement répandue.
- les enduits des bâtiments anciens sont faits de chaux grasse chargée de sable.
- on peut également noter la présence du bois en structure ou en parement (bardage) sur des bâtiments agricoles mais aussi en pignon afin de protéger les façades les plus mal exposées. Le système de traitement et l'essence des bois utilisés ont donnés à ces éléments une patine grise caractéristique.

---

Tous ces matériaux et ces techniques de constructions, qui étaient souvent mis en œuvre par les mêmes entreprises locales, donnaient aux ensembles bâtis une très grande unité qui a perduré jusqu'au premier quart du XX<sup>ème</sup> siècle.

**Aujourd'hui**, aux Martres sur Morge, comme partout, l'architecture ne se sert plus d'aucune référence locale. La seule contrainte est économique, car on peut désormais faire tout et n'importe quoi, du moins sur le plan technique. Les formes architecturales ne subissent plus aucune contraintes sauf financières. L'exigence de liberté qui autorise tout candidat à la construction à rêver d'une maison provençale ou d'un chalet savoyard, sans aucun complexe, ont fait oublier les caractères locaux.

Pourtant les limites "commerciales" des marchands de pavillons, donnent à ces constructions un air de famille qui permet de les dater facilement en fonction des modes.

On peut ainsi repérer les constructions des années d'après-guerre (jusque vers 1970 environ) caractérisées de la façon suivante :

- un volume assez carré recouvert d'un toit à quatre pans en tuile mécaniques de terre cuite ou de béton
- un rez de chaussée surélevé ou avec étage sur garage
- un accès avec escalier extérieur donnant sur un balcon périphérique
- des enduits de façade blancs aux finitions diverses (tyrolienne-jetés truelles) .

La période récente issue de l'explosion du marché de la maison individuelle **des années 70**, a elle aussi fabriqué des modèles qui sont facilement repérables.

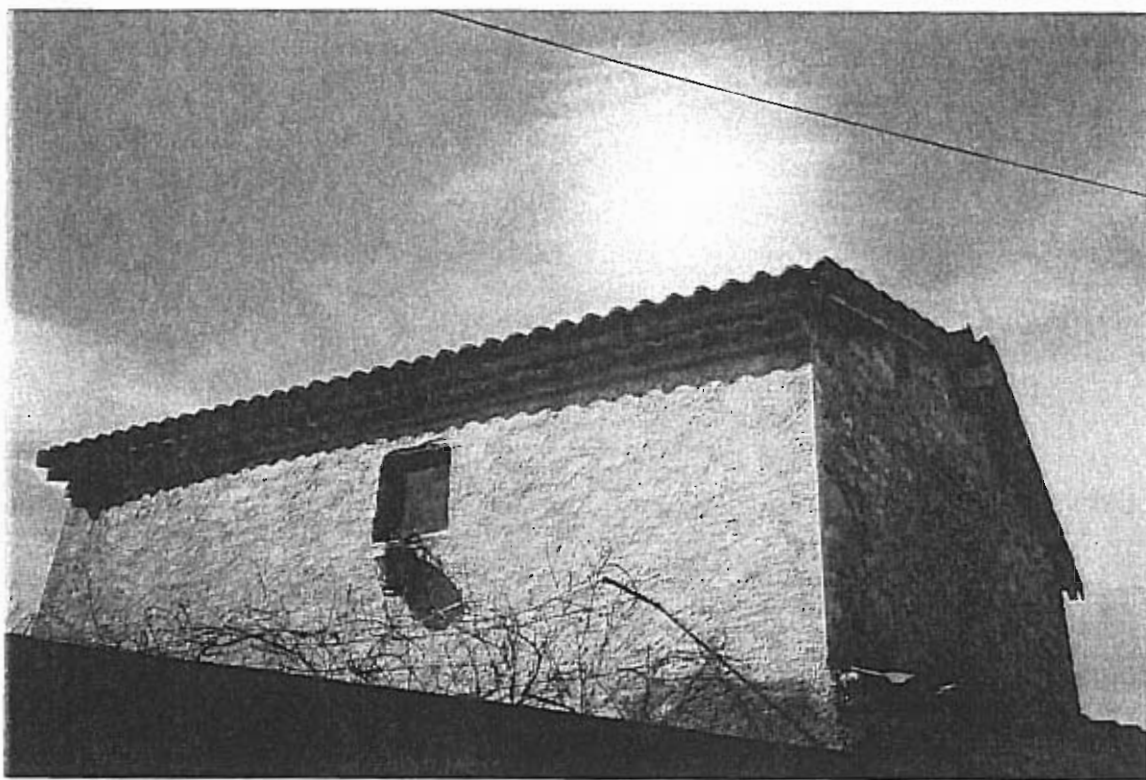
Il s'agit le plus souvent de bâtiments aux volumes plus complexes que ceux des périodes précédentes (mouvements de toiture-décalages entre parties annexes et habitables etc...), revêtu d'un enduit de couleur ocre-jaune appliqué à la machine ( monocouche brut de projection ) agrémentés d'un auvent ou d'une avancée sur l'entrée souvent ornementé d'une pièce de bois.

Ces constructions ne font pratiquement plus références à un type bien précis et achèvent de banaliser les paysages contemporains.

Quelques tentatives marginales de bâtiments à ossature bois osent une architecture plus contemporaine souvent peu adaptée au site.

Cette évolution a été rendue possible par l'absence de prescriptions locales claires. Elle a gravement perturbé les abords des villages traditionnels de la Limagne comme partout ailleurs en Auvergne.





---

### 3-Le patrimoine

Quelques **sites archéologiques** ont été répertoriés sur le territoire communal. Il s'agit des traces d'une nécropole protohistorique ainsi que d'enclos (fossés ou palissades) relevés par prospection aérienne.

D'importantes fermes ont été construites dans la Limagne à l'époque de l'occupation Romaine et de temps en temps les archéologues exhument les témoignages de ces époques à l'occasion de travaux routiers ou de prospections organisées. C'est ainsi que sur les berges de la Morge a été découvert un cachet d'oculiste en stéatite. On a trouvé également sur ce site trois anses en bronze conservées au Musée Mandet de Riom.

Des découvertes fortuites ne sont pas impossibles. Elles devront respecter la législation en vigueur.

En ce qui concerne l'histoire plus récente, la commune des Martres sur Morge ne possède pas de monuments exceptionnels classés.

L'église Notre Dame de l'Assomption, seul monument important, a permis la création d'une petite place dont l'aspect sera amélioré dans le cadre du Programme d'aménagement de Bourg.

Les **éléments patrimoniaux** à préserver dans le bourg ancien sont les formes d'implantation particulières des bâtiments (pignons sur rue) et les murs de clôture qui les prolongent.

Certaines façades en moellons de basalte devront également être protégées.

Il existe cependant, sur le territoire communal à la croisée de certains chemins d'exploitation des calvaires en pierre de grande beauté. Héritières des rites solaires antiques ces croix chrétiennes taillées dans la pierre volcanique marquent les lieux de passage sur le chemin du travail agricole. Elles rappellent la relation charnelle de l'homme à son univers. Puissent-elles être conservées intactes comme le rappel de cet équilibre qu'il convient de maintenir entre l'homme et la nature afin que les deux subsistent dans une même harmonie.

A noter également :

- un petit cabanon construit en pierre volcanique taillée daté de 1890 et marqué au nom de Joseph Marchat (témoin du travail de la vigne ?) situé au bord de la D 51.

- une tour appartenant à l'ensemble de la ferme de Palerme, vestige d'un ancien château.

La **voirie** constitue également un élément important du paysage de la Limagne. Souvent installée sur des réseaux très anciens elle a permis aux hommes de se fixer aux angles de ses carrefours puis le long de ses rives. Elle est souvent devenue dévorante et la "route" a remplacé ce qui autrefois ressemblait davantage à la "rue". Aujourd'hui des opérations visent à redonner la rue aux riverains, à améliorer la sécurité des traversées et à requalifier leur aspect.

---

Le Plan d'Aménagement de Bourg a permis de programmer des actions qui vont dans ce sens .

Les entrées de Bourg représentent un enjeu important pour ces villages de la Limagne et ce problème a été largement évoqué dans une étude diagnostique réalisée sur le Canton d'Ennezat par le CAUE en Décembre 1995 .

Les Martres sur Morge possèdent en effet de nombreux accès qui correspondent aux traversées ou à l'aboutissement des quatre départementales n° 17-429 -84 et 51.

Ces routes ont créé quatre entrées principales :

-au Sud Ouest ,la RD 17 et la RD 51 pénètrent le bourg en traversant un pont sur la Morge et en arrivant sur la place des Charmes.Ce lieu très ouvert et très vaste a été fortement endommagé par une voirie envahissante et a fait l'objet de propositions d'aménagement par les services de la DDE et dans le cadre du programme" Plan d'aménagement de Bourg".

Une seule maison d'habitation s'est construite dans ce secteur échappant ainsi à un réflexe naturel qui a fait délaisser cette zone où existent des risques d'inondation.

-Au Nord les RD 429 et 17 ont créés un carrefour qui marque l'entrée ancienne du bourg . Les extensions récentes le long de la RD 17 ont déplacé cette entrée plus à l'Est au niveau du chemin des Martres sur Morge à Surat.

-A l'Est également l'entrée de la RD 84 s'est déplacée du fait des extensions au niveau du quartier "Le Moulin Bas".

L'aspect de ces deux dernières entrées a été modifié du fait des implantations des nouvelles constructions éloignées de la voirie et n'obéissant plus à aucun alignement, créant ainsi une rupture paysagère dommageable .

A la suite de ces entrées ces mêmes alignements avaient su former deux longues rue ( la rue des écoles et la rue des Ronzières ), harmonieuses du fait de l'unité des constructions et des matériaux. Il conviendra de les préserver afin de ne pas perturber cet équilibre.

Le chemin de fer a marqué sa présence sur la commune par la réalisation de nombreux ouvrages tels que: un talus important ,un pont au dessus de la route de Champeyroux , et un autre au dessus de la Morge et d'un passage à niveau.

Eloigné des zones urbanisées il ne participe cependant pas à la vie du bourg.

---

## **SECTION 2- DEMOGRAPHIE-ACTIVITES-CONDITIONS DE VIE**

---

## I-LA DEMOGRAPHIE

1806	927 habitants
1831	1169
1946	379
1975	350
1990	450

La croissance rapide de la population observée de 1806 à 1831 a été suivie d'une décroissance aussi rapide jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. L'ensemble de la population s'est ensuite accrue de 25% entre 1975 et 1990 pour atteindre 450 habitants en 1990.

La pyramide des ages présente une augmentation sur l'ensemble des classes. Toutefois on observe un plus net accroissement sur les classes de 0/19 ans chez les hommes et de 20/39 ans chez les femmes.

Depuis 1975 la silhouette de la pyramide s'est bien rétablie, limitant l'effet d'une classe creuse des 20/39 ans en 1975.

On note cependant un élargissement régulier des classes les plus âgées.

L'augmentation globale de l'age de la population ne peut pour autant freiner l'accueil de nouvelles populations.

L'émigration est importante, se situant sur la partie des classes de population active, elle assure un renouvellement potentiel de la population.

Le taux de variation dû au solde migratoire est en progression constante depuis 1975 dépassant les 2% sur la dernière période (1982-1990). Il est supérieur à la moyenne cantonale (1,39 %) et à celle du bassin d'habitat (+ 1,06%). La commune des Martres sur Morge est la deuxième commune du canton, derrière Chappes (+2,44 %) dont le solde migratoire est le plus élevé, précédée d'Entraigues (+2,10%).

Les ménages de 3 et 4 personnes se sont les plus développés pendant la période de 1975 à 1990. L'effectif moyen de 2,78 personnes par ménage en 1990 est d'ailleurs plus important qu'en 1975. Cet accroissement s'est réalisé au profit de ces mêmes types de foyer, ce qui montre une forte présence de familles de 1 et 2 enfants.

La population active a connu un accroissement très net de son effectif. Il a profité aux plus jeunes classes essentiellement. La population active des plus de 60 ans a quant à elle régressée.

L'effectif des personnes en activité sur la commune a fortement diminué passant de 54 en 1975 à 39 en 1990. Cette régression s'est réalisée au profit d'une augmentation des personnes travaillant sur le département passant de 73 en 1975 à 144 en 1990.



Direction  
Départementale  
de l'Équipement

## POPULATION EN 1990

01/03/1999

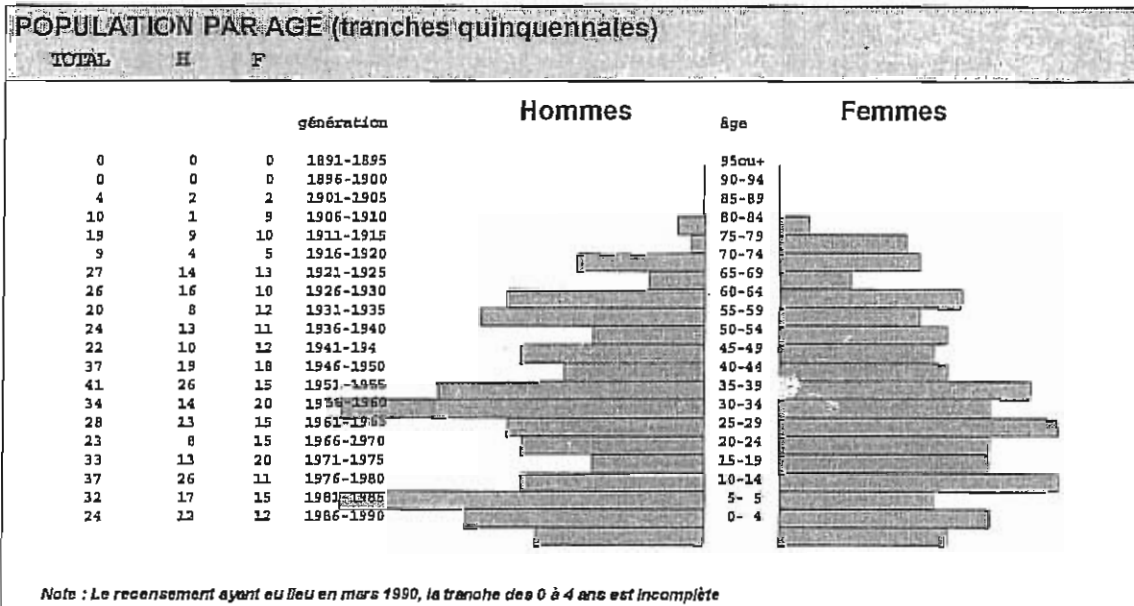
COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

PUY DE DOME

POPULATION PAR AGE, SEXE (âge agrégé)			Total Région	France Entière	POPULATION DES COLLECTIVITES	
	TOTAL	%				
<b>TOTAL</b>	<b>450</b>			56 625 026	<b>Population totale</b>	<b>450</b>
0-19 ans	126 (28.0 %)		24.1 %	26.5 %	<b>Population des ménages</b>	<b>450</b>
20-39 ans	126 (28.0 %)		28.4 %	30.3 %	dont réintégrée	5
40-59 ans	103 (22.9 %)		23.8 %	23.3 %	dt élèves internes	5
60-74 ans	62 (13.8 %)		15.0 %	12.8 %	militaires du contingent	0
75 ans ou +	33 ( 7.3 %)		8.7 %	7.1 %	<b>Pop des habitations mobiles</b>	<b>0</b>
<b>HOMMES</b>	<b>225</b>			27 568 268	<b>Pop non réintégrée des étab</b>	<b>0</b>
0-19 ans	68 (30.2 %)		25.2 %	27.8 %	<b>Population des collectivités</b>	<b>0</b>
20-39 ans	61 (27.1 %)		29.6 %	31.1 %	dont :	
40-59 ans	50 (22.2 %)		24.6 %	24.0 %	Foyers de travailleurs	0
60-74 ans	34 (15.1 %)		14.2 %	12.0 %	Foyers d'étudiants	0
75 ans ou +	12 ( 5.3 %)		6.3 %	5.1 %	Maisons de retraite	0
<b>FEMMES</b>	<b>225</b>			29 056 758	dt 60-74 ans	0
0-19 ans	58 (25.8 %)		23.0 %	25.2 %	dt 75-79 ans	0
20-39 ans	65 (28.9 %)		27.2 %	29.4 %	dt 80 et plus	0
40-59 ans	53 (23.6 %)		23.1 %	22.7 %	<b>Hospitalisation longue durée</b>	<b>0</b>
60-74 ans	28 (12.4 %)		15.8 %	13.6 %	<b>Communautés religieuses</b>	<b>0</b>
75 ans ou +	21 ( 9.3 %)		11.0 %	9.1 %	<b>Centres d'hébergement</b>	<b>0</b>
					<b>Autres collectivités</b>	<b>0</b>

source : RGP 90 exhaustif

source : RGP 90 exhaustif



source: RGP 90 exhaustif

POPULATION PAR NIVEAU DE DIPLOME	Total Région	France Entière
La population de cette zone est insuffisante pour que les données extraites du sondage au 1/4 soient significatives		45 875 366
	10.8 %	11.5 %
	25.0 %	25.8 %
	64.2 %	62.8 %
	22.1 %	18.3 %
	7.5 %	6.8 %
	13.1 %	18.5 %
	5.2 %	4.9 %
	8.7 %	9.3 %
	4.2 %	5.0 %
	3.3 %	4.9 %

Sources :  
INSEE - RGP 82,90  
Exhaustif  
Sondage au 1/4



Direction  
Départementale  
de l'Équipement  
PUY DE DÔME

01/03/1999

## EVOLUTION DE LA POPULATION

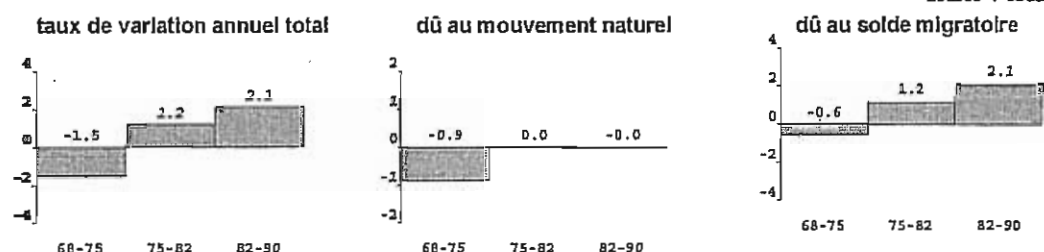
COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

POPULATION (sans doubles comptes)						
	1968	évol 68-75	1975	évol 75-82	1982	évol 82-90
Population	389	-39	350	+31	381	+69
Mouvement naturel		-23		+0		-1
dont : naissances		+17		+23		+39
dont : décès		-40		-23		-40
Solde migratoire		-16		+31		+70

source : BDCM 1990

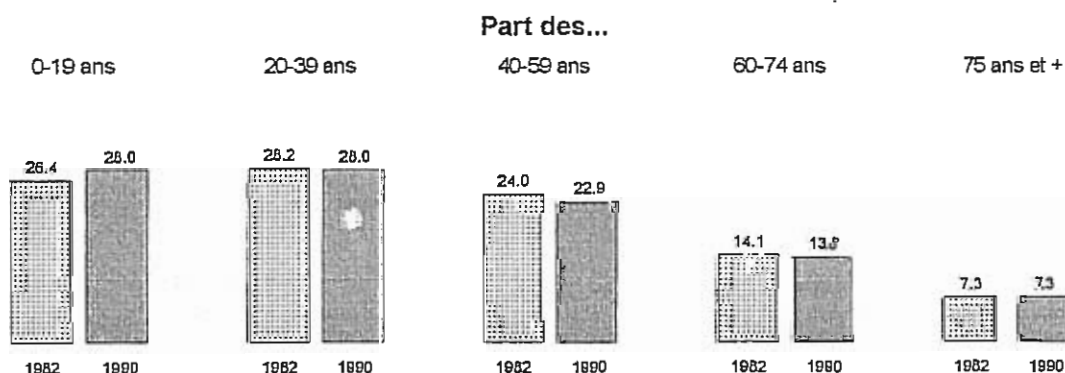
TAUX DE VARIATION DE LA POPULATION (sans doubles comptes)			
	1968-1975	1975-1982	1982-1990
taux de variation annuel	-1.50 %	+1.21 %	+2.10 %
dû au mouvement naturel	-0.89 %	+0.00 %	-0.03 %
dont : naissances	+0.66 %	+0.00 %	+1.19 %
dont : décès	-1.54 %	-0.00 %	-1.22 %
dû au solde migratoire	-0.62 %	+1.21 %	+2.13 %

source : BDCM 1990



EVOLUTION DE LA POPULATION PAR AGE						Total Région	France Entière
	1982	%	1990	%	évolution 82-90 absolue % tx ann		
TOTAL	383		450		+67 +2.03 %	-0.10 %	+0.58 %
0-19 ans	101	(26.4 %)	126	(28.0 %)	+25 +2.8 %	-1.5 %	-0.5 %
20-39 ans	108	(28.2 %)	126	(28.0 %)	+18 +1.9 %	-0.1 %	+0.6 %
40-59 ans	92	(24.0 %)	103	(22.9 %)	+11 +1.4 %	+0.3 %	+1.0 %
60-74 ans	54	(14.1 %)	62	(13.8 %)	+8 +1.7 %	+1.1 %	+1.5 %
75 ans ou +	28	(7.3 %)	33	(7.3 %)	+5 +2.1 %	+1.2 %	+1.7 %

source : RGP 82 et 90, exhaustif



Sources :  
INSEE - RGP 82,90  
Exhaustif

Avertissement : Les résultats des recensements sont obtenus, soit par dénombrement (BDCM), soit par exploitation exhaustive, soit par sondage au 1/4. Selon les tableaux, les résultats peuvent donc être légèrement différents.



Direction  
Départementale  
de l'Équipement  
PUY DE DÔME

01/03/1999

# POPULATION et MENAGES exploitation exhaustive des RGP 75,82,90

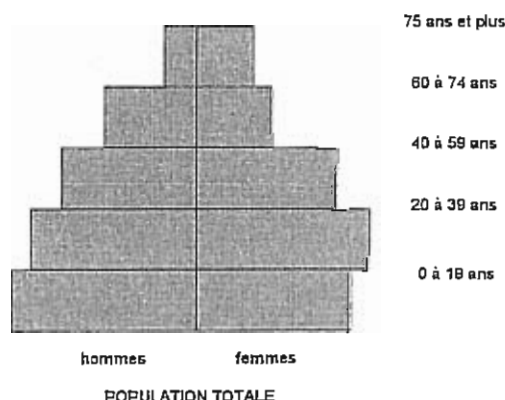
COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

POPULATION TOTALE				Total Région	France Entière
	1975	1982	1990		
Population totale	350	383	450		
dont 0 à 19 ans	95 (27.1 %)	101 (26.4 %)	126 (28.0 %)	26.3 %	26.5 %
20 à 39 ans	76 (21.7 %)	108 (28.2 %)	126 (28.0 %)	29.0 %	30.3 %
40 à 59 ans	91 (26.0 %)	92 (24.0 %)	103 (22.9 %)	22.9 %	23.3 %
60 à 74 ans	61 (17.4 %)	54 (14.1 %)	62 (13.8 %)	13.5 %	12.8 %
75 ans ou +	27 (7.7 %)	28 (7.3 %)	33 (7.3 %)	8.3 %	7.1 %
Hommes total	163 (46.6 %)	194 (50.7 %)	225 (50.0 %)	48.9 %	48.7 %
dont 0 à 19 ans	41 (25.2 %)	50 (25.8 %)	68 (30.2 %)	27.4 %	27.8 %
20 à 39 ans	38 (23.3 %)	57 (29.4 %)	61 (27.1 %)	29.8 %	31.1 %
40 à 59 ans	48 (29.4 %)	51 (26.3 %)	50 (22.2 %)	23.6 %	24.0 %
60 à 74 ans	29 (17.8 %)	23 (11.9 %)	34 (15.1 %)	12.9 %	12.0 %
75 ans ou +	7 (4.3 %)	13 (6.7 %)	12 (5.3 %)	6.3 %	5.1 %
Femmes total	187 (53.4 %)	189 (49.3 %)	225 (50.0 %)	51.1 %	51.3 %
dont 0 à 19 ans	54 (28.9 %)	51 (27.0 %)	58 (25.8 %)	25.3 %	25.2 %
20 à 39 ans	38 (20.3 %)	51 (27.0 %)	65 (28.9 %)	28.2 %	29.4 %
40 à 59 ans	43 (23.0 %)	41 (21.7 %)	53 (23.6 %)	22.2 %	22.7 %
60 à 74 ans	32 (17.1 %)	31 (16.4 %)	28 (12.4 %)	14.1 %	13.6 %
75 ans ou +	20 (10.7 %)	15 (7.9 %)	21 (9.3 %)	10.2 %	9.1 %
Etrangers	7 (2.0 %)	5 (1.3 %)	5 (1.1 %)	5.0 %	6.3 %
Migrants (*)	61 (17.4 %)	116 (30.3 %)	146 (32.4 %)	34.1 %	32.8 %

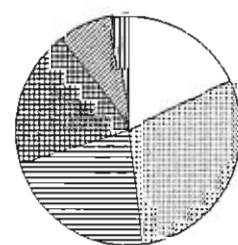
(\*) 'Migrant' = habitant une autre commune au précédent recensement.

MENAGES ORDINAIRES				Total Région	France Entière
	1975	1982	1990		
Nb de ménages	127	143	162		
dont 1 personne	29 (22.8 %)	31 (21.7 %)	29 (17.9 %)	25.8 %	27.1 %
2 personnes	40 (31.5 %)	46 (32.2 %)	49 (30.2 %)	31.6 %	29.6 %
3 personnes	21 (16.5 %)	23 (16.1 %)	36 (22.2 %)	17.4 %	17.7 %
4 personnes	18 (14.2 %)	29 (20.3 %)	31 (19.1 %)	16.0 %	15.6 %
5 personnes	10 (7.9 %)	11 (7.7 %)	12 (7.4 %)	6.3 %	6.7 %
6 pers ou +	9 (7.1 %)	3 (2.1 %)	5 (3.1 %)	2.9 %	3.2 %
Pop des ménages	350	383	450		
Nb de pers/ménage	2.76	2.68	2.78	2.56	2.57

## PYRAMIDES DES AGES, 1990



## TAILLE DES MENAGES, 1990



1 pers 2 pers 3 pers  
4 pers 5 pers 6 pers ou +

source : INSEE  
" bulletin jaune "



## II-LES ACTIVITES ET LES SERVICES

### Activité.

L'activité agricole est naturellement dominante sur la commune, elle représente plus de la moitié des établissements recensés dans le répertoire des entreprises. Il existe également quatre entreprises de bâtiment (électricité-maçonnerie-plâtrerie peinture et charpente) employant entre 1 et 9 salariés.

Répartition des établissements actifs au 01/01/98					
Activité	Total	Non déclaré	0 Salarié	1 à 9 Salarié	10 et +
Agriculture, Chasse, Services annexes	13	2	11		
Travail du bois, fabrication d'articles en bois	1			1	
Construction	3		2	1	
Commerce détail, réparation d'articles domestiques	1		1		
Hôtels et restaurants	3		3		
Administration publique	1			1	
Education	1	1			
<b>Total des établissements</b>	<b>23</b>	<b>3</b>	<b>17</b>	<b>3</b>	<b>0</b>

### Services

La commune possède sur son territoire les équipements de première nécessité, à savoir épicerie, boulangerie-pâtisserie, café, restaurant, bureau de tabac-presse, un centre de secours et un lieu de culte.

Les équipements manquants sont compensés par la proximité de Ennezat, Riom, Maringues (marché le Lundi) et Clermont-Ferrand.

La commune dispose:

-au niveau social: d'une école préélémentaire (20 élèves), d'une école élémentaire (38 élèves), d'un ramassage scolaire, d'un service d'aide ménagère à domicile dépendant du canton d'Ennezat, d'un club 3ème âge.

-au niveau sportif: d'un terrain de foot, de basket, de tennis avec vestiaires et sanitaires.

La commune ne dispose d'aucun équipement en terme d'accueil touristique.

### Emploi

La population active représentait 208 personnes en 1990 soit 58,3 % de la population totale et 187 emplois. Ce nombre, en constante augmentation depuis 1975 est supérieur à la moyenne régionale et nationale (55%).



Direction  
Départementale  
de l'Équipement

PUY DE DOME

01/03/1999

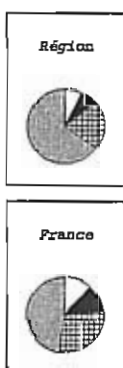
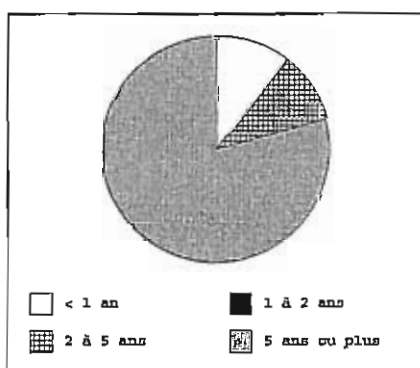
# SIRENE Répertoire des entreprises

COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

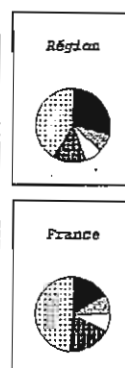
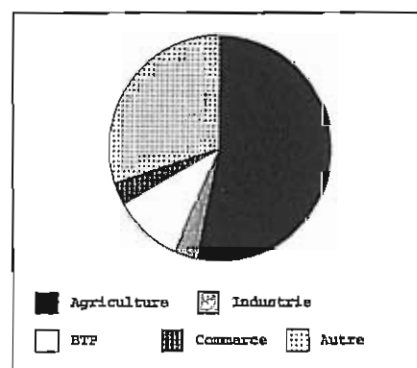
ETABLISSEMENTS ORDINAIRES SELON L'ACTIVITÉ ET LA TAILLE						Total Région	France Entière
Nombre de salariés:	0	1-9	10-49	50 ou +	TOTAL(*) %		
Agriculture	16	0	0	0	16 53.3 %	29.2 %	16.6 %
%	100.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Ind. Agro Alimentaires	0	0	0	0	0 0.0 %	2.1 %	2.0 %
%	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Industries hors IAA	0	1	0	0	1 3.3 %	5.6 %	6.0 %
%	0.0 %	100.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Construction	2	1	0	0	3 10.0 %	7.1 %	7.5 %
%	66.7 %	33.3 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Commerce, réparation	1	0	0	0	1 3.3 %	15.0 %	19.0 %
%	100.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Transports	0	0	0	0	0 0.0 %	2.1 %	2.8 %
%	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Activités financières	0	0	0	0	0 0.0 %	1.7 %	2.3 %
%	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Hotels, Restaurants...	2	0	0	0	2 6.7 %	6.5 %	6.1 %
%	100.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Services entreprises	0	0	0	0	0 0.0 %	7.7 %	13.7 %
%	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Services aux ménages	6	1	0	0	7 23.3 %	23.0 %	24.0 %
%	85.7 %	14.3 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
TOTAL(*)	27	3	0	0	30 100 %		
%	90.0 %	10.0 %	0.0 %	0.0 %	100 %		
Région	67.0 %	28.4 %	3.8 %	0.9 %			
France	59.1 %	34.6 %	5.1 %	1.2 %			

(\*) Le total peut comprendre des établissements dont la taille ou l'APET ne sont pas renseignées.

## Etablissements selon l'ancienneté



## Etablissements selon l'activité



ETABLISSEMENTS ORDINAIRES SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE						Total Région	France Entière
Taille de l'entreprise:	0 sal.	1-9	10-49	50 ou +	TOTAL(*) %		
TOTAL	26	4	0	0	30 100 %		
Dont siège social dans la même région	26	4	0	0	30 100.0 %	95.9 %	95.9 %
dt même département	26	4	0	0	30 100.0 %	95.1 %	94.0 %
dt même commune	26	4	0	0	30 100.0 %	92.0 %	90.4 %
Dont siège social situé dans une autre région	0	0	0	0	0 0.0 %	4.1 %	4.1 %
dt Ile-de-France	0	0	0	0	0 0.0 %	2.3 %	2.4 %

(\*) Le total peut comprendre des entreprises dont la taille n'est pas renseignée.



Direction  
Départementale  
de l'Équipement

PUY DE DOME

01/03/1999

**POPULATION ACTIVE au lieu de résidence  
(sauf militaires du contingent)  
exploitation exhaustive des RGP 75,82,90**

**COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE**

POPULATION ACTIVE AU LIEU DE RESIDENCE				Total Région	France Entière
	1975	1982	1990		
Population active	134	169	208		
dont 15 à 19 ans	5 ( 3.7 %)	6 ( 3.6 %)	1 ( 0.5 %)	2.5 %	2.5 %
20 à 39 ans	55 (41.0 %)	93 (55.0 %)	115 (55.3 %)	53.5 %	54.5 %
40 à 59 ans	59 (44.0 %)	62 (36.7 %)	84 (40.4 %)	41.2 %	40.7 %
60 ans ou +	15 (11.2 %)	8 ( 4.7 %)	8 ( 3.8 %)	2.8 %	2.3 %
Hommes	97 (72.4 %)	111 (65.7 %)	106 (51.0 %)	55.3 %	55.8 %
Femmes	37 (27.6 %)	58 (34.3 %)	102 (49.0 %)	44.7 %	44.2 %
Etrangers	2 ( 1.5 %)	1 ( 0.6 %)	4 ( 1.9 %)	4.8 %	6.4 %
Migrants (*)	28 (20.9 %)	54 (32.0 %)	74 (35.6 %)	36.7 %	36.3 %

(\*) Migrant = habitant une autre commune au précédent recensement.

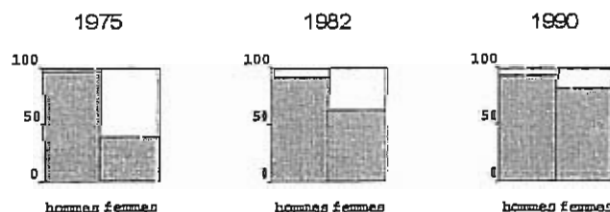
TAUX D'ACTIVITE				Total Région	France Entière
	1975	1982	1990		
Total	47.0 %	53.7 %	58.3 %	55.0 %	55.3 %
dont 15 à 19 ans	7.7 %	8.8 %	1.1 %	6.0 %	12.2 %
20 à 39 ans	72.4 %	86.1 %	91.3 %	82.5 %	81.0 %
40 à 59 ans	64.8 %	67.4 %	81.6 %	80.5 %	77.4 %
60 ans ou +	17.0 %	9.8 %	8.4 %	5.7 %	6.4 %
Hommes 20 à 59 ans	96.5 %	90.7 %	92.8 %	89.4 %	87.7 %
Femmes 20 à 59 ans	38.3 %	62.0 %	81.4 %	73.7 %	69.8 %

Taux d'activité d'une tranche d'âge = population active / population de cette tranche d'âge.

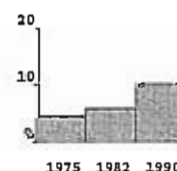
POPULATION ACTIVE AYANT UN EMPLOI				Total Région	France Entière
	1975	1982	1990		
Total	128	159	187		
dont salariés	89 (69.5 %)	120 (75.5 %)	149 (79.7 %)	85.0 %	85.3 %
non salariés	39 (30.5 %)	39 (24.5 %)	38 (20.3 %)	15.0 %	14.7 %
Travaillant ...					
dans la commune	54 (42.2 %)	57 (35.8 %)	39 (20.9 %)	48.6 %	47.7 %
hors de la commune	74 (57.8 %)	102 (64.2 %)	148 (79.1 %)	51.4 %	52.3 %
dont dans le dépt	73 (57.0 %)	99 (62.3 %)	144 (77.0 %)	42.9 %	37.7 %
et hors dépt	1 ( 0.8 %)	3 ( 1.9 %)	4 ( 2.1 %)	8.5 %	14.6 %

CHOMAGE ET TAUX DE CHOMAGE				Total Région	France Entière
	1975	1982	1990		
Nombre de chômeurs	6	10	21		
dont hommes	0	5	2		
femmes	6	5	19		
taux de chômage	4.5 %	5.9 %	10.1 %	9.6 %	10.9 %
dont hommes	0.0 %	4.5 %	1.9 %	6.6 %	8.9 %
femmes	16.2 %	8.6 %	18.6 %	13.4 %	14.4 %

**TAUX D'ACTIVITE**



**TAUX DE CHOMAGE**



source : INSEE  
" bulletin jaune "

---

Près de 80% de la population travaille hors de la commune contre 21 % sur la commune. Le dépouillement du fichier Mirabel montre que 45 % des personnes vont travailler à Clermont-Fd et 11% à Riom.  
Sur 1990 la répartition de la population active était de 79,7 % salariés et 12,8% indépendants ou employeurs.  
Le chômage touchant 21 personnes en majorité féminines (19 ), inférieur à celui de la région et de la France entière.

Sur la période 1975 -1990 le taux d'activité est en hausse principalement celui des femmes .

### **III-CONDITIONS DE VIE**

Dans la zone d'influence du bassin d'emploi Clermontois, la commune des Martres a une fonction d'accueil très prononcée. Cette tendance à la péri-urbanisation se réalise au détriment d'un maintien des activités, notamment agricoles.

Cette nouvelle population présente des exigences différentes en terme de cadre de vie par rapport aux population autochtones.

Les services aux personnes demeurent un critère important d'installation de nouvelles familles.

#### **Parc des Logements**

C'est un parc ancien; près de 60% du parc de logement a été construit avant 1949, et un peu moins de 30% entre 1948 et 1981.

Il s'agit d'un parc composé en grande majorité de logements individuels et de résidences principales (77,5%).

Le nombre de logements vacants marque une faible diminution, mais reste à un taux élevé (15,3%).

Après une période de forte chute (entre 1915 et 1967 ) le nombre de constructions neuve s'est accru notamment depuis 1981.

En 1990 les chiffres faisant état du confort des logements relataient une situation favorable avec des niveaux proches des moyennes nationales et régionales.

Sur cette même période les habitants de la commune étaient propriétaires à plus de 90%.

#### **Nombre de demande de permis de construire depuis 1996**

	1996	1997	1998
Habitations	2	4	4
Autres	3	1	3

---

Depuis 1990, le rythme annuel de construction de logements se maintient autour de 2,4 logements sur 9 ans, soit 22 logements au total dont trois collectifs autorisés en 1992.

La demande de construction actuelle ne conduit pas à envisager une évolution sensible de la tendance . Les extensions du bourg seront ainsi très limitées et les objectifs du POS porteront plus sur une meilleure gestion des espaces existants que sur une forte extension des zones constructibles.

Par contre les opérations de requalification des espaces publics prévues au PAB et les aménagement des bords de rivière peuvent être moteur pour l' amélioration de l'activité immobilière.

Ces actions peuvent également s'accompagner de petites opérations publiques avec la construction de logements locatifs groupés . Mais elles resteront cependant de taille modeste.

### **Taille des logements**

La taille des logements a nettement progressé entre 1982 et 1990 au profit des types de 4 pièces ce qui correspond à l'évolution observé vers la construction de résidences principales en maison individuelle.

### **Confort des logements**

Le parc des logements est assez confortable; 90% des logements possèdent une baignoire ou une douche et un WC intérieur.

### **Etat du bâti**

Un logement a été subventionné en 1997 par l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH) .

Si les bâtiments sont en général relativement bien entretenus, leurs aménagements extérieurs (enduits de façade, clôtures, portails etc...)sont souvent négligés (Voir l'état des bâtiments correspondant à l'ancien moulin situé sur l'accès Sud, par exemple ).

Quelques terrains présentent également des bâtiments en ruine notamment à l'entrée Est du bourg, derrière l'église et rue des Ronzières.

### **Revenus Fiscaux (DGI)**

226 foyers fiscaux étaient comptabilisés en 1995, dont 50,4 % ne sont pas imposés; L'impôt moyen par foyer fiscal est de 10 336 F.



Direction  
Départementale  
de l'Équipement

PUY DE DOME

01/03/1999

# PARC DE LOGEMENTS exploitation exhaustive des RGP 75,82,90

COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

PARC DE LOGEMENTS				Total Région	France Entière
	1975	1982	1990		
Nombre de logements	177	195	209		
Résidences principales	127 (71.8 %)	143 (73.3 %)	162 (77.5 %)	82.7 %	82.0 %
Résidences secondaires	25 (14.1 %)	15 (7.7 %)	15 (7.2 %)	10.3 %	10.8 %
Logements vacants	25 (14.1 %)	37 (19.0 %)	32 (15.3 %)	7.2 %	7.2 %
Population (s.d.c.)	350	381	450		

Note : les LOGEMENTS OCCASIONNELS, nouvelle notion introduite en 1990, ont été regroupés avec les résidences secondaires.

DATE D'ACHEVEMENT DE L'IMMEUBLE				Total Région	France Entière
Avant 1949	118 (56.5 %)	42.5 %	39.5 %		
1949-1974	37 (17.7 %)	30.9 %	33.8 %		
1975-1981	21 (10.0 %)	15.2 %	14.0 %		
Après 1981	33 (15.8 %)	11.3 %	12.8 %		



□ avant 49  
▨ 49 - 74  
▧ 75 - 81  
▩ après 81

unité : 1 logement

## LES RESIDENCES PRINCIPALES EN 1990 :

TYPE DE LOGEMENT		Total Région	France Entière
Maison individuelle	149 (92.0 %)	67.8 %	53.1 %
Dans un immeuble collectif	1 (0.6 %)	26.1 %	41.2 %
Ferme	10 (6.2 %)	3.5 %	2.7 %
Autre	2 (1.2 %)	2.6 %	3.1 %



□ maison  
▨ immeuble  
▩ autre

unité : 1 logement

STATUT D'OCCUPATION		Total Région	France Entière
Propriétaire	137 (84.6 %)	60.4 %	54.4 %
Locataire ou sous-loc	7 (4.3 %)	34.6 %	39.6 %
Logé gratuitement	18 (11.1 %)	5.0 %	5.9 %



□ propriétaire  
▨ locataire  
▩ gratuit

unité : 1 logement

NOMBRE DE PIÈCES		Total Région	France Entière
1 pièce	2 (1.2 %)	4.1 %	6.1 %
2 pièces	10 (6.2 %)	11.7 %	13.0 %
3 pièces	22 (13.6 %)	25.0 %	23.5 %
4 pièces	56 (34.6 %)	30.5 %	28.0 %
5 p ou +	72 (44.4 %)	28.7 %	29.5 %



□ 1 pièce  
▨ 2 pièces  
▧ 3 pièces  
▩ 4 pièces  
▩ 5 p ou +

unité : 1 logement

ELEMENTS DE CONFORT		Total Région	France Entière
Chauff central collectif	4 (2.5 %)	15.6 %	22.5 %
Chauff central individuel	113 (69.8 %)	66.8 %	56.4 %
Sans chauffage central	45 (27.8 %)	17.6 %	21.1 %
WC extérieur	16 (9.9 %)	6.0 %	6.4 %
WC intérieur	146 (90.1 %)	94.0 %	93.6 %
Ni baignoire ni douche	18 (11.1 %)	6.5 %	6.6 %
Baignoire	112 (69.1 %)	73.7 %	74.9 %
Douche seulement	32 (19.8 %)	19.8 %	18.5 %



□ collectif  
▨ individuel  
▩ sans

unité : 1 logement

source : INSEE  
BDCOM 90  
" bulletin jaune "



Direction  
Departementale  
de l'Equipe-ment

01/03/1999

## La construction neuve de 1988 à 1997

### LOGEMENTS ORDINAIRES (\*)

COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

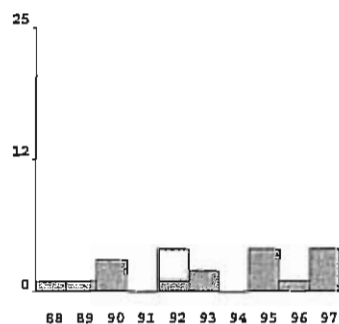
#### PUY DE DOME

LOGEMENTS AUTORISES										
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Individuel pur	1	1	3	0	1	2	0	4	1	4
Individuel groupé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total individuel	1	1	3	0	1	2	0	4	1	4
Collectif	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0
Total	1	1	3	0	4	2	0	4	1	4

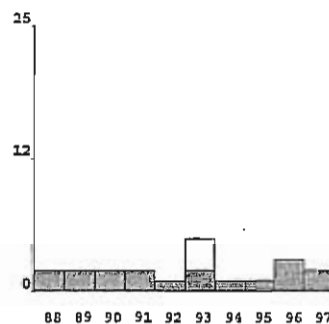
statistiques en dates de prise en compte - unité : 1 logem

LOGEMENTS COMMENCEES										
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Individuel pur	2	2	2	2	1	2	1	1	3	2
Individuel groupé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total individuel	2	2	2	2	1	2	1	1	3	2
Collectif	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0
Total	2	2	2	2	1	5	1	1	3	2

statistiques en dates de prise en compte - unité : 1 logem



LOGEMENTS AUTORISES



LOGEMENTS COMMENCEES

■ individuel pur ■ individuel groupé □ collectif

Source :  
DRE - SICLONE

(\*) hors habitat communautaire



Direction  
Départementale  
de l'Équipement

PUY DE DOME

01/03/1999

## LA CONSTRUCTION NEUVE EN 1998

COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

LOGEMENTS ORDINAIRES					
	TOTAL	dont	--- Utilisation envisagée ---		
	LOGTS	rés.sec.	occ.pers.	vente	location
<b>AUTORISES</b>					
individuel pur	4	0	4	0	0
individuel groupé	0	0	0	0	0
sous-total individuel	4	0	4	0	0
collectif	0	0	0	0	0
TOTAL	4	0	4	0	0
<b>COMMENCES</b>					
individuel pur	4	0	4	0	0
individuel groupé	0	0	0	0	0
sous-total individuel	4	0	4	0	0
collectif	0	0	0	0	0
TOTAL	4	0	4	0	0
<b>TERMINEES</b>					
individuel pur	2	0	2	0	0
individuel groupé	0	0	0	0	0
sous-total individuel	2	0	2	0	0
collectif	0	0	0	0	0
TOTAL	2	0	2	0	0

unité : logement (statistiques en date de prise en compte)

Rappel RGP 1990 - nombre de logements ordinaires : 209  
dont résidences secondaires : 15

LOCAUX AUTRES QU'HABITATION						
	--- AUTORISES ---		--- COMMENCES ---		--- TERMINEES ---	
	nbre	surfaces	nbre	surfaces	nbre	surfaces
bâtiments agricoles	2	164	0	0	1	237
energie, equip. urbains	0	0	0	0	0	0
industrie	0	0	0	0	0	0
stockage	0	0	0	0	0	0
commerce	0	0	0	0	0	0
garages, stationnement	0	0	0	0	0	0
transports, postes, tél	0	0	0	0	0	0
bureaux	0	0	0	0	0	0
enseignement	0	0	0	0	0	0
culture, loisirs	0	0	0	0	0	0
santé	0	0	0	0	0	0
justice, police	0	0	0	0	0	0
TOTAL	2	164	0	0	1	237

unités : local et m2 (statistiques en date de prise en compte)

source :  
SICLONE





Direction  
Départementale  
de l'Équipement

PUY DE DOME

01/03/1999

## La construction neuve de 1988 à 1997

### LOCAUX AUTRES QU'HABITATION

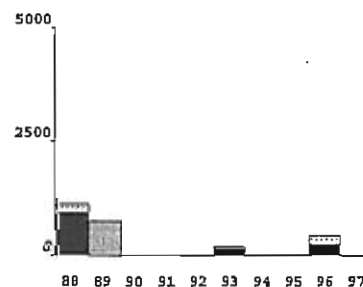
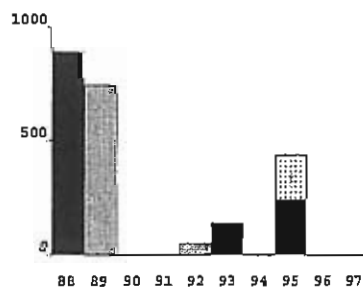
COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

M² DE LOCAUX AUTORISÉS										
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Agriculture	886	0	0	0	0	136	0	237	0	0
Energie, équipements urbains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Artisanat, industrie	0	741	0	0	0	0	0	0	0	0
Stockage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Garages, stationnement	0	0	0	0	48	0	0	0	0	0
Commerces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transports, Poste, Télécom	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bureaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement, recherche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Culture, loisirs	0	0	0	0	0	0	0	196	0	0
Santé, hygiène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Justice, police	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	886	741	0	0	48	136	0	433	0	0

statistiques en dates de prise en compte

M² DE LOCAUX MIS EN CHANTIER										
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Agriculture	886	0	0	0	0	136	0	0	237	0
Energie, équipements urbains	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Artisanat, industrie	0	741	0	0	0	0	0	0	0	0
Stockage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Garages, stationnement	0	0	0	0	0	48	0	0	0	0
Commerces	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transports, Poste, Télécom	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bureaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement, recherche	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Culture, loisirs	208	0	0	0	0	0	0	0	196	0
Santé, hygiène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Justice, police	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1094	741	0	0	0	184	0	0	433	0

statistiques en dates de prise en compte



source :  
DRE - SICLONE

■ agricole ■ secondaire ■ tertiaire



Direction  
Départementale  
de l'Équipement

PUY DE DOME

01/03/1999

## OCCUPATION DU PARC DE LOGEMENTS RACCORDÉS AU RÉSEAU EDF

COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

PRINCIPAUX INDICATEURS						Total Région	France Entière
	3T97	4T97	1T98	2T98	3T98	3T98	3T98
Parc de logements	222	222	223	222	224	760 492	28 313 722
dt actifs	208	208	209	210	211	687 067	26 099 349
dt vacants	14	14	14	12	13	73 445	2 214 373
Taux de vacance	6.3 %	6.3 %	6.3 %	5.4 %	5.8 %	9.7 %	7.8 %

### PARC ACTIF:

Nombre de branchements EDF dont l'abonnement est actif (présence d'un client qui consomme).

### BRANCHEMENTS VACANTS:

Nombre de branchements EDF dont les abonnements sont résiliés.

Les vacants sont des logements anciens inoccupés ou des logements neufs non encore habités.

VACANCE EN FIN DE TRIMESTRE						Total Région	France Entière
	3T97	4T97	1T98	2T98	3T98	3T98	3T98
Nombre de branchements vacants:							
Total	14	14	14	12	13	73 445	2 214 373
moins de 3 mois	1	1	0	1	1	7 271	344 468
3 à 12 mois	2	1	1	0	1	7 683	322 658
1 à 2 ans	2	2	3	2	2	5 713	206 702
2 à 3 ans	0	1	1	0	0	4 391	135 607
(*) 3 ans ou plus	9	9	9	9	9	48 387	1 194 938
en %							
moins de 3 mois	7.1 %	7.1 %	0.0 %	8.3 %	7.7 %	9.9 %	15.6 %
3 à 12 mois	14.3 %	7.1 %	7.1 %	0.0 %	7.7 %	10.5 %	15.0 %
1 à 2 ans	14.3 %	14.3 %	21.4 %	16.7 %	15.4 %	7.8 %	9.3 %
2 à 3 ans	0.0 %	7.1 %	7.1 %	0.0 %	0.0 %	6.0 %	6.1 %
(*) 3 ans ou plus	64.3 %	64.3 %	64.3 %	75.0 %	69.2 %	65.9 %	54.0 %

(\*) Avertissement: le nombre de logements vacants depuis plus de 3 ans est sur-évalué:  
on peut estimer qu'un quart de ces logements sont en fait abandonnés.

FLUX TRIMESTRIELS						Total Région	France Entière
	3T97	4T97	1T98	2T98	3T98	3T98	3T98
Rappel parc total	222	222	223	222	224	760 492	28 313 722
Nouveaux branch.	0	0	0	0	0	1 359	67 376
%	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.2 %	0.2 %
Abandons	0	0	0	1	0	589	20 396
%	0.0 %	0.0 %	0.0 %	0.5 %	0.0 %	0.1 %	0.1 %
Réabonnements	3	3	3	2	6	14 650	706 497
%	1.4 %	1.4 %	1.3 %	0.9 %	2.7 %	1.9 %	2.5 %

### NOUVEAUX BRANCHEMENTS:

Branchements dans des logements neufs, occupés pour la première fois.

### ABANDONS:

Dépotes des compteurs pouvant être assimilées aux démolitions.

### REABONNEMENTS:

Branchements qui ont fait l'objet au trimestre précédent:

- soit d'un premier abonnement (logements neufs).
- soit d'un réabonnement après une période de vacance.
- soit d'un changement d'abonné sans période de vacance.

Source: EDF



Direction  
Départementale  
de l'Équipement

PUY DE DOME

01/03/1999

ANAH  
Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat

COMMUNE - Zone : 63 215 MARTRES-SUR-MORGE

PRINCIPAUX INDICATEURS						Total Région 1998	France Entière
	1996	évolution	1997	évolution	1998		
Dossiers agréés	0	- %	1	-100.0 %	0	1 485	
Logements améliorés	0	- %	1	-100.0 %	0	1 724	
Effet multiplicateur de l'engagement ANAH	0.0 x		5.4 x		0.0 x	5.0 x	x
INDICATEURS MOYENS PAR LOGEMENT AMÉLIORÉ							
Surface	0.0 m²		128.0 m²		0.0 m²	70.2 m²	m²
Coût des travaux	0.0 KF		326.1 KF		0.0 KF	111.0 KF	KF
Subvention pour travaux	0.0 KF		77.6 KF		0.0 KF	29.1 KF	KF
Taux de subvention	0.0 %		23.8 %		0.0 %	26.2 %	%

LOGEMENTS						Total Région 1998	France Entière
	1996	%	1997	%	1998	%	
Logements subventionnés	0	100 %	1	100 %	0	100 %	100 %
dont conventionnés	0	0.0 %	0	0.0 %	0	0.0 %	%
Logements améliorés	0	100 %	1	100 %	0	100 %	100 %
dont OPAH	0	0.0 %	0	0.0 %	0	0.0 %	%
dont PST	0	0.0 %	0	0.0 %	0	0.0 %	%
dont sociaux (hors PST)	0	0.0 %	0	0.0 %	0	0.0 %	%
dont mis sur le marché	0	0.0 %	1	100.0 %	0	0.0 %	%

unité: 1 logement

ENGAGEMENTS ET SUBVENTIONS						Total Région 1998	France Entière
	1996	%	1997	%	1998	%	
Montant des engagements	0	100 %	78	100 %	0	100 %	100 %
dont diagnostics	0	0.0 %	0	0.0 %	0	0.0 %	0.0 %
dont travaux	0	0.0 %	78	100.0 %	0	0.0 %	100 %
dont OPAH	0	0.0 %	0	0.0 %	0	0.0 %	42.8 %
dont PST	0	0.0 %	0	0.0 %	0	0.0 %	8.3 %

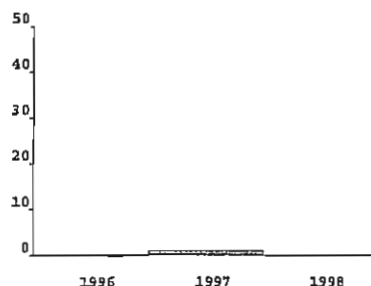
unité: Millions de Francs

TRAVAUX						Total Région 1998	France Entière
	1996	%	1997	%	1998	%	
Coût Total Opérations	0	100 %	400	100 %	0	100 %	100 %
dont txv subventionnés	0	0.0 %	300	75.2 %	0	0.0 %	%
dt intérieur logement	0	0.0 %	300	75.2 %	0	0.0 %	%

Remarque: pour des raisons de significativité, les chiffres sont arrondis à 100 KF près.

unité: Millions de Francs

Nombre de Logements  
améliorés

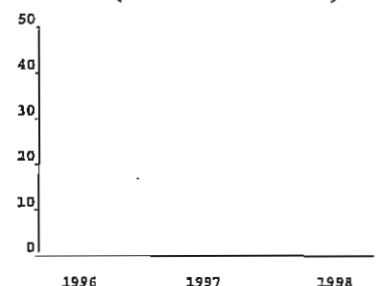


■ Mis sur le marché  
□ Autres

Montants des engagements  
par secteurs en 1998

□ Diffus : 0.0 %  
■ OPAH : 0.0 %  
■ PST : 0.0 %

Engagements et Travaux  
(millions de Francs)



■ Montant des engagements travaux  
□ Coût des travaux subventionnés

Source :  
ANAH  
1996 à 1998

# Fiche Profil

Direction Régionale  
3 Place Charles de Gaulle - B.P. 120  
63403 CHAMALIERES CEDEX  
Tél. : 04 73 3182 00  
Fax : 04 73 3182 90

Distance de la commune (en km) :  
- à la préfecture : 25  
- à la sous-préfecture : 11  
- au chef-lieu de canton : 6

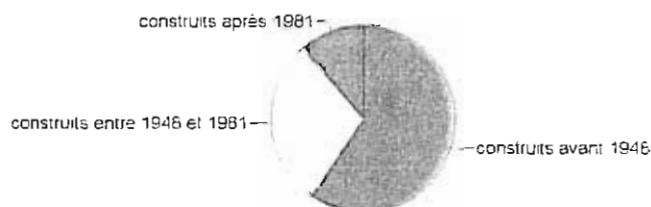
## Logements

### Logements en 1990 selon l'époque de construction

	nombre	%
Ensemble des logements :	208	100,0
construits avant 1948	124	59,6
construits entre 1948 et 1981	60	28,9
construits après 1981	24	11,5

Source : Recensement de la population, sondage au 1/4

### Répartition des logements en 1990 selon l'époque de construction

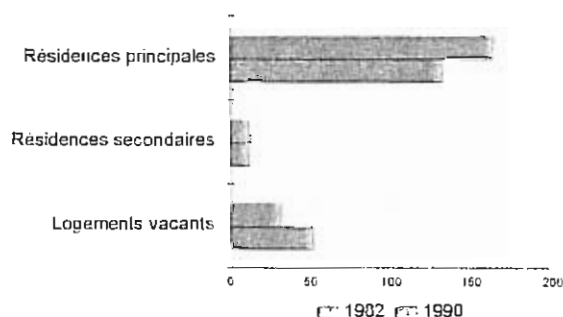


### Logements selon le type

	1982		1990	
	nombre	%	nombre	%
Ensemble des logements	196	100,0	208	100,0
Résidences principales	132	67,3	164	78,8
Résidences secondaires (y.c. logements occasionnels)	12	6,1	12	5,8
Logements vacants	52	26,5	32	15,4

Source : Recensement de la population, sondage au 1/4

### Répartition des logements par type

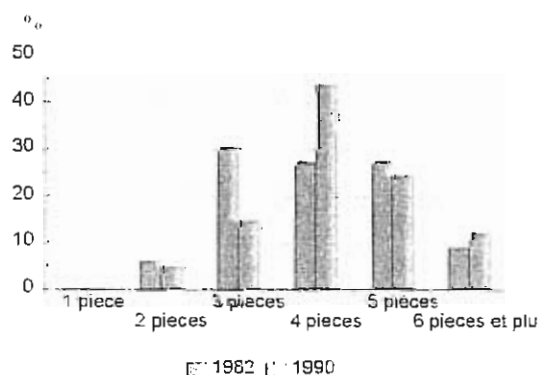


### Caractéristiques des résidences principales

	1982		1990	
	nombre	%	nombre	%
Résidences principales	132	100,0	164	100,0
1 pièce	0	0,0	0	0,0
2 pièces	8	6,1	8	4,9
3 pièces	40	30,3	24	14,6
4 pièces	36	27,3	72	43,9
5 pièces	36	27,3	40	24,4
6 pièces et plus	12	9,1	20	12,2
Logements dans un immeuble collectif	8	6,1	8	4,9
Logements occupés par le propriétaire	124	93,9	128	78,0
Baignoire ou douche	104	78,8	152	92,7
Chauffage central	96	72,7	124	75,6

Source : Recensement de la population, sondage au 1/4

### Taille des résidences principales



## Fiche Profil

Population sans doubles comptes : 450  
Superficie (en km<sup>2</sup>) : 8  
Densité en 1990 (hab/km<sup>2</sup>) : 55

Direction Régionale  
3 Place Charles de Gaulle - B.P. 120  
63403 CHAMALIERES CEDEX  
Tél. : 04 73 3182 00  
Fax : 04 73 3182 92

Distance de la commune (en km) :  
- à la préfecture : 25  
- à la sous-préfecture : 11  
- au chef-lieu de canton : 6

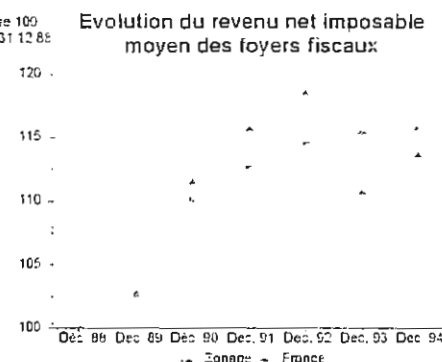
## Conditions de vie

### Fiscalité

	Foyers fiscaux	Part des foyers fiscaux imposés (en %)	Revenu net imposable moyen (en francs)	
			Zonage	France
au 31.12.88	203	45,8	65 531	75 292
au 31.12.89	212	44,3	67 456	77 242
au 31.12.90	211	43,6	73 140	82 929
au 31.12.91	210	50,5	75 891	84 816
au 31.12.92	210	49,5	77 769	86 208
au 31.12.93	227	45,8	72 618	86 889
au 31.12.94	226	46,9	74 525	87 118

Source : Direction Générale des Impôts, IRPP

Evolution du revenu net imposable  
moyen des foyers fiscaux

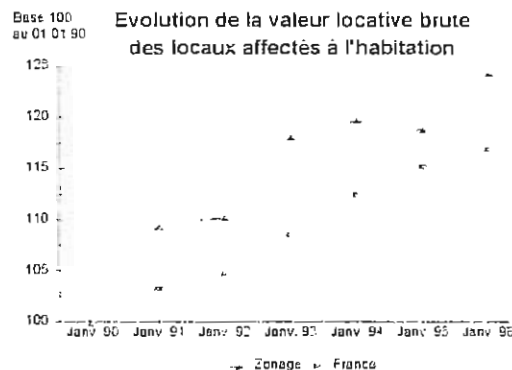


### Logements soumis à la taxe d'habitation

	Résidences principales	Résidences secondaires	Valeur locative brute moyenne (en francs)
au 01.01.90	160	19	8 059
au 01.01.91	170	17	8 815
au 01.01.92	164	18	8 885
au 01.01.93	165	18	9 515
au 01.01.94	170	19	9 650
au 01.01.95	174	26	9 575
au 01.01.96	171	26	10 021

Source : Direction Générale des Impôts, taxe d'habitation

Evolution de la valeur locative brute  
des locaux affectés à l'habitation

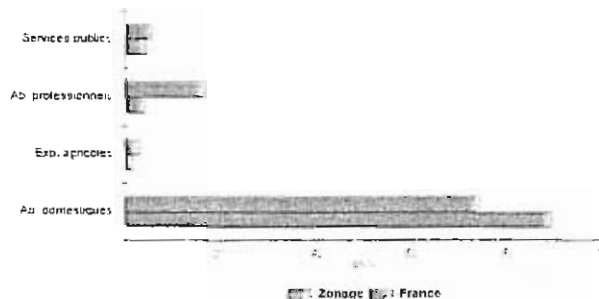


### Electricité

	Abonnés domestiques au 31.12	Consommation annuelle par abonné domestique (en kwh)
1989	184	5 579
1990	186	5 100
1991	188	5 939
1992	190	6 239
1993	193	6 129
1994	198	5 589
1995	199	5 670

Source : Electricité de France

Répartition en % de la consommation d'électricité  
entre les différents abonnés en 1996



---

## **SECTION 3-LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS**

---

# **I-LES DISPOSITIONS DU POS**

## **1-Orientations**

Le groupe de travail a décidé de donner la priorité aux orientations suivantes :

### **Créer de nouveaux espaces constructibles**

Si la nouvelle réglementation à laquelle le territoire communal sera soumise doit être le moteur d'une dynamique immobilière en favorisant l'accueil de nouveaux résidents, il conviendra pourtant d'éviter la création de nouveaux quartiers coupés du reste du village .

Si aujourd'hui on peut penser être à l'abris d'opérations urbaines groupées importantes qui pourraient être hors d'échelle par rapport au contexte du bourg, il conviendra de favoriser les extensions futures par étapes successives.

Un étalement des investissements de voirie et d'assainissement permettra de gérer la "constructibilité" des extensions.

### **Contenir l'urbanisation et organiser l'espace public**

Il s'avère indispensable de maîtriser l'éparpillement des constructions modernes autour du Bourg en trouvant des solutions pour les "relier" au tissu ancien afin d'assurer la cohérence entre les quartiers futurs et la structure urbaine existante.

Nous savons que l'on ne peut pas imposer de contraintes constructives trop fortes qui seraient mal comprises par les candidats à la construction et difficiles à gérer par les organismes instruisant les demandes d'autorisations, mais un minimum de règles devront garantir des dérives architecturales dommageables pour le patrimoine local.

Il est évident que l'on ne pourra imposer partout aux nouveaux candidats à la construction, par exemple, des implantations systématiques en limite de voirie qui ne sont plus compatibles avec les nuisances apportées par la circulation automobile, mais certaines rues traversantes doivent être protégées des dérives qui pourraient détruire la continuité urbaine existante.

D'autres logiques peuvent être cependant exploitées, notamment en créant des systèmes de réseaux mixtes avec dissociation des circulations piétonnes et automobiles. Elles pourraient s'inspirer du principe des chemins d'exploitation agricoles.

Une solution efficace pour lutter contre la dégradation du tissu ancien passe également par une plus grande maîtrise des espaces publics, pour assurer le lien entre les constructions.

On devra, pour ce faire, non seulement se préoccuper de leur qualité (et cela fait partie des objectifs du Plan d'Aménagement de Bourg ), mais également de leur capacité à jouer leur rôle . C'est ainsi que l'on pourra utiliser le végétal, les clôtures, la voirie afin que chaque nouveau

---

bâtiment construit sur la commune montre son appartenance à une même entité urbaine.

La voirie a en effet un rôle important à jouer. Tout nouveau quartier devrait pouvoir se connecter rapidement aux anciens à l'échelle du piéton.

### **Maîtriser les entrées de bourg**

Les entrées du bourg, dans le cadre des nouvelles extensions ont un rôle important à jouer. Elles devraient permettre de mieux situer le début des zones urbanisées. Deux solutions sont actuellement possibles : Soit une coupure nette entre l'espace urbanisé dense et les terres agricoles non bâties, soit un étalement flou et long entre le tissu ancien et les zones récentes. Traditionnellement les villages de la Limagne avaient optés pour la première solution afin de protéger les terres agricoles.

On sait par expérience que l'on ne peut plus compter sur l'unité architecturale pour assurer une réelle continuité avec le bâti ancien malgré tous les efforts qui seront faits dans ce sens. On devra donc se préoccuper de ne pas accélérer un processus de dégradation de ces zones en laissant faire n'importe quoi.

Il conviendra donc de favoriser dans ces zones la densification et le remplissage des "dents creuses" ainsi que la construction en limite de voirie.

### **Créer des réserves foncières**

Des réserves foncières doivent être créées afin de favoriser la réalisation des objectifs fixés par le Pab (aménagements des espaces publics tels que délaissés de voirie, carrefours, places et rues) ainsi que la gestion d'espaces en friche au bord de la Morge.

### **Préserver l'identité communale**

Nous avons relevé que, malgré l'absence de bâtiments à l'architecture exceptionnelle, la commune des Martres sur Morge possédait une identité liée à une forme urbaine caractéristique. Afin de freiner la tendance amnésique contemporaine, il conviendra d'intégrer dans les règlements des zones constructibles (notamment l'article 11) la volonté de préserver les éléments qui ont fabriqué cette identité comme - implantations-pentes et formes de toitures-clôtures-crêpis etc...

### **Préserver l'économie agricole**

La commune des Martres présente toutes les caractéristiques de la région Limagne Nord dans laquelle elle s'inscrit.

L'agriculture y a forgé une identité spécifique.

Elle est fortement impliquée dans le développement local.

La nouvelle réglementation induite par le POS devra donc garantir l'équilibre entre des contraintes foncières qui pourraient être contradictoire entre des extensions de zones constructibles et le maintien



---

des activités agricoles.

Des compromis devront être trouvés entre deux types d'utilisation de l'espace qui peuvent créer des situations conflictuelles (principes d'antériorité-réglementation sanitaire ).

### **Améliorer le cadre de vie**

Le Programme d'aménagement de Bourg a défini des priorités d'actions à mettre en œuvre pour améliorer l'image du bourg , augmenter la sécurité des riverains, améliorer la circulation routière et le stationnement. Les conclusions de l' étude PAB et les dispositions à prendre en matière de réserve foncières seront intégrées à la nouvelle réglementation.

### **Protéger les abords de la rivière**

Il a été mis en évidence que le milieu naturel constitué par la périphérie humide de la rivière et la rivière elle même constituait un ensemble contrastant fortement avec le milieu industrialisé des terres agricoles.

Cet espace fragile est à protéger et à mettre en valeur.

Il doit permettre pour les zones urbaines qu'il traverse d'aménager des lieux de repos et de promenades qui peuvent devenir des havres de paix entre les zones urbaines et les terres agricoles. Dans les zones non urbanisées il devra être soumis à une réglementation qui à la fois empêchera sa dégradation mais l'autorise également à conserver son aspect naturel.

Il convient donc de trouver un équilibre entre des zones trop fortement aménagées qui auraient un caractère trop urbain et des lieux de friche générant une image dévalorisante.

L'urbanisation sera également contenue en bordure de rivière dans les zones à risque d' inondation à partir des conclusions d'une étude d'inondabilité.

## **2-Les démarches préalables**

-L'étude "Espaces publics et Paysage" réalisée sur le canton d'Ennezat (DDE-CAUE Déc 1998 ) avait pour objectif de dégager une impression générale visuelle à partir du paysage et de la voirie

-Une étude du Plan d'Aménagement de Bourg (1997) a permis de mettre en œuvre une réflexion sur la structure urbaine de la commune et de programmer un certain nombre d'actions de requalification des espaces publics (places-espaces verts-carrefours-parkings ).

-Une étude d'inondabilité (juin 1998) conduite par un bureau d'étude spécialisé a servi de référence à la définition des zones inondables .

-Une étude de zonage d'assainissement a été réalisée en 1998.

---

## 3-Le zonage du territoire

Le Plan d'Occupation des Sols divise le territoire en zones urbaines et en zones naturelles, certaines de ces zones étant elles-mêmes découpées en secteurs pour les parties présentant des risques d'inondation.

Il comporte également l'indication des emplacements réservés et des terrains classés comme espaces boisés à conserver, à protéger ou à créer.

### Les zones urbaines

Elles comprennent les zones :

**UD ET SES SECTEURS UD i**

**UG ET SES SECTEURS UGi**

**UX**

**-La Zone UD et ses secteurs UD i** est une zone qui correspond à la partie ancienne du centre bourg dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants, ainsi que l'intégration des constructions neuves en vue de conserver à ces lieux leurs caractères et leurs animations. C'est ainsi que dans cette zone sont définies des règles strictes d'aménagement tant en ce qui concerne la réhabilitation des bâtiments anciens qu'en ce qui concerne la construction de nouveaux bâtiments dans le respect de l'environnement bâti existant.

En secteur UD i, des prescriptions particulières prennent en compte le risque d'inondation .

**-Les Zones UG et leurs secteurs UGi** se situent principalement en périphérie des secteurs urbanisés entre la Morge et le centre bourg au Sud et de part et d'autre des entrées de bourg à l'Est. Elle sont destinée à la construction d'habitations avec une occupation du sol modérée.

Afin de favoriser une densité plus cohérente avec la structure "groupée" traditionnelle ancienne, il est proposé une **zone UG** avec un cos 0,30 pour les habitations et 0,50 pour les activités.

Cette réglementation permet également le maintien d'une activité artisanale existante dans la partie Nord Ouest du quartier de "La Contamine", sous condition qu'elle ne perturbe pas les zones d'habitation.

En secteur UG i, des prescriptions particulières prennent en compte le risque d'inondation .

- **La Zone UX** est la zone d'activités spécialisées réservée au service public ferroviaire. Située à l'Est du territoire communal, elle est suffisamment éloignée des zones constructibles pour ne pas occasionner de gênes aux riverains. Elle a peu de chance d'évoluer et elle consiste à permettre le fonctionnement et l'entretien du réseau ferroviaire.

## **Les zones naturelles**

Elles comprennent les zones :

**NA**

**1NAg**

**1NAi**

**NAl**

**NCb**

**NCc**

**NCd**

**ND ET SES SECTEURS ND<sub>i</sub>**

**Les zones NA** sont des zones qui peuvent être urbanisées à l'occasion soit d'une modification du plan d'occupation des sols, soit de la création d'une zone d'aménagement concerté ou de la réalisation d'opérations d'aménagement ou de construction compatibles avec un aménagement cohérent de la zone tel qu'il est défini par le règlement.

Ces zones à vocation pavillonnaire à long terme sont situées au lieudit "Les Groseillers" au Nord-Ouest du bourg et au lieudit "La Croix Blanche" à l'Est du bourg.

Ces deux zones en continuité immédiate des zones pavillonnaires à court et moyen terme seront facile à viabiliser et seront ouvertes à l'urbanisation par décision du Conseil Municipal, lorsque les zones opérationnelles seront épuisées.

Dans l'avis de l'Etat du 24 septembre 1999 sur l'arrêt du projet de P.O.S., Monsieur le Préfet a indiqué que la superficie des zones d'urbanisation future était trop importante par rapport au rythme de la construction actuelle.

Aussi, pour tenir compte de cette observation, le Conseil Municipal lors de la réunion du groupe de travail officiel du 3 novembre 1999 a décidé de ramener la superficie des zones NA à 2,4 hectares, soit une réduction de 6,2 hectares au profit des zones agricoles (NCc et NCd).

- **Les zones 1NAg** sont destinées à devenir des zones pavillonnaires de type UG.

Elles sont situées :

- au Nord du bourg aux lieudits "Celioux", "Les Groseilliers" et "Les Clos"
- à l'Est du bourg, au lieudit "Champ Long" et "La Croix Blanche".

Ces zones en continuité immédiate des zones pavillonnaires seront, à court et moyen terme, faciles à viabiliser. Elles occupent une superficie totale de 15,3 hectares.

- **La zone 1NAi** est essentiellement destinée à recevoir des activités artisanales. Elle est insuffisamment équipée pour permettre une utilisation immédiate, mais son urbanisation sous forme d'activités de toutes natures hormis les constructions à usage industriel a été décidée. L'aménagement et l'extension de l'activité existante est autorisée.

Située à l'Ouest du bourg, au lieudit "Celioux", elle occupe une superficie de 1,6 hectares.

- **La zone NAli** est essentiellement destinée à recevoir des activités à caractère touristique, de sports ou de loisirs, avec des équipements d'accueil et d'hébergement sur un terrain municipal situé au Sud de la Morge. Cette zone est soumise à des prescriptions particulières prenant en compte le risque d'inondations. Sa superficie est de 3,7 hectares.

- **Les zones NCb** sont des zones agricoles protégées dans lesquelles le maintien ou la restructuration des activités agricoles nécessite de limiter au maximum l'occupation des sols par des constructions. Les seules utilisations du sol autorisées correspondent donc à l'exploitation agricole des terrains, à la construction des bâtiments d'exploitation ou d'habitation nécessaires aux agriculteurs.

Elles correspondent à des implantations de projets agricoles situés à l'Est du bourg aux lieudits "Les Pérouzes", "La Rodde" et "Les Radiots". La superficie globale est de 19,3 hectares.

- **Les zones NCc** d'une superficie approximative de 50 hectares sont des zones agricoles dont la protection se justifie par la qualité des terres. Le maintien ou la restructuration des activités agricoles nécessite de limiter au maximum l'occupation des sols par des constructions. Les seules utilisations du sol autorisées correspondent donc à l'exploitation agricole des terrains et à la construction des bâtiments d'exploitation nécessaires aux agriculteurs.

- **Les zones NCd** sont des zones naturelles de protection absolue des terres agricoles ou forestières de grande productivité où toute construction est interdite. Ne sont autorisés que les travaux destinés à faciliter la mise en valeur foncière, agricole ou forestière.

- **Les zones ND** et les secteurs NDi, sont des zones à protéger en raison de la qualité du milieu naturel qui correspond essentiellement à une zone boisée en bord de la rivière Morge. Elles servent également à constituer des espaces libres de toutes constructions entre des zones habitées et des espaces agricoles.

Des prescriptions particulières prennent en compte le risque d'inondation dans les secteurs NDi.

Les zones ND et NCd sont localisées sur :

- les aspects Ouest et Sud du bourg afin de protéger les vues sur la rivière et l'ensemble végétal qui l'accompagne,
- un espace situé entre la voie ferrée et la limite communale avec la commune de Saint-Ignat,
- une zone en "fer à cheval" qui va de l'aspect Ouest à l'aspect Est en passant par le Nord,
- les abords du cimetière.

**Des zones d'espaces boisés classés** ont été créées afin de conserver les éléments végétaux existants en bordure de la rivière Morge. Dans ces zones deux types de boisement sont à protéger. Il s'agit, d'une part, de parcelles entièrement plantées de végétaux divers (essentiellement feuillus) et d'autre part de haies clôturant des terrains en herbe et composées par des arbres de grandes tailles qui participent à la masse végétale entourant la rivière. Sur ces secteurs sensibles, il importe que les défrichements importants soient interdits et que les plantations nouvelles soient constituées par des espèces locales variées. La tendance à la peupleraie doit être limitée.

---

## 4-Les emplacements réservés

### De nouveaux espaces publics

Le Plan d'aménagement de bourg a programmé différentes actions de qualification des espaces publics qui nécessitent la maîtrise foncière de certaines zones afin de mener à bien ces réalisations.

En outre, les réflexions menées par le groupe de travail du POS ont permis de définir d'autres actions de développement ou d'aménagement pour lesquelles une réserve foncière est également indispensable.

C'est pour cette raison que les terrains suivants ont été réservés:

**Emplacement N°1** afin de permettre à la commune de disposer de la surface nécessaire aux accès, à l'aménagement des abords de l'Ecole et des équipements sportifs et de réaliser des équipements collectifs.

**Emplacement N°2** , rue du Moulin et **emplacement N°3** le long de la Morge afin de permettre à la commune d'aménager sur les abords de la rivière Morge un espace de promenade .

**Emplacement N°4** afin de réaliser l'extension du jardin public prévu dans l'étude PAB rue des maronniers.

**Emplacement N°5** rue du Puy de Dôme, afin de permettre de réaliser un projet de requalification des abords de l'église (aménagements paysagers et parkings) ainsi que des équipements publics.

**Emplacement N°6** sur le quartier de La Contamine afin de porter l'élargissement d'un chemin existant à **8** mètres pour desservir une zone 1NAg.

**Emplacements N°7 et 8-** sur une zone boisée située de part et d'autre de la Morge au lieu dit "La Ribeyre", afin de permettre à la commune de gérer une multitude de petites parcelles laissées à l'abandon.

**Emplacement N°9-** de même sur une zone située au lieu dit "Le Jardin des Epines" constituée par un très grand nombre de très petites parcelles.

Ces emplacements figurent sur les documents graphiques.

## 5 - Le bilan des surfaces

Les superficies des zones urbanisées et des zones naturelles de la commune des MARTRES-SUR-MORGE se répartissent suivant le tableau ci-dessous :

ZONES	Zonages	Superficies en hectares
Zones Urbaines	UD	18,00
	UDi	0,40
	UG	14,20
	UGi	2,10
	UX	6,40
<b>Total Zones Urbaines</b>		<b>41,10</b>
Zones Naturelles	NA	2,40
	INAg	15,30
	INAi	1,60
	NAlI	3,70
	NCb	8,60
	NCc	59,40
	NCd	582,30
	NDi	106,00
	ND	1,60
<b>Total Zones Naturelles</b>		<b>780,90</b>
Dont espaces boisés classés		17,60
<b>TOTAL COMMUNE</b>		<b>822,00</b>

---

## **II-LA JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS**

### **1-La prise en compte de l'environnement**

#### **Par rapport à l'activité agricole.**

Comme nous l'avons rappelé plus haut c'est la pratique agricole qui a fabriqué le paysage traditionnel du territoire communal et qui est la principale source de revenus de cette région.

La prise en compte dans la réglementation du POS de cette activité dominante a été réalisée par la protection prioritaire des terres cultivées en limitant les extensions urbaines.

La déclinaison des zones NC en NCb, NCc et NCd permet à la fois de préserver les terres de bonne qualité et de réaliser les équipements nécessaires au bon fonctionnement des exploitations en tenant compte du règlement sanitaire départemental.

A contrario le caractère du site sera maintenu en évitant la prolifération de bâtiments agricoles dans des zones trop éloignées du bourg.

Une réflexion sur la qualité architecturale de ces constructions (notamment en proximité des zones d'habitation et des entrées du bourg),devrait cependant être conduite afin d'en améliorer l'aspect.

Pour ce faire les recommandations inscrites au POS devront être réellement prises en compte dans l'instruction des permis de construire pour les futures extensions ou pour les créations de nouvelles implantations et surtout devront faire l'objet d'un véritable contrôle.

L'implantation d'un écran végétal bien conçu, peut "améliorer" souvent une situation délicate, mais cela doit rester une solution de dernier recours car il existerait une dérive dangereuse à utiliser ce système qui permettrait de faire tout et n'importe quoi sous prétexte que l'on se cache derrière un "écran".

Une bonne gestion du foncier, un fonctionnement logique par rapport aux réseaux et aux circulations, une utilisation rationnelle des matériaux, peuvent beaucoup faire pour améliorer l'image d'une activité qui jadis avait su créer un patrimoine de qualité .

#### **Sur le plan paysager.**

L'élaboration de la nouvelle réglementation du POS intègre des éléments de protections paysagers grâce à deux dispositions .

-l'introduction de zones ND et NCd sur des secteurs sensibles sur le plan paysager notamment sur l'entrée Sud du bourg et aux abords de la rivière Morge.

-le classement et l'identification d'éléments végétaux ( zones boisées-haies ).

-le classement et l'identification d'éléments paysagers ( calvaires et autres petits éléments bâtis ).



---

**L'article L.123-1 7°** du Code de l'urbanisme a été utilisé afin de protéger une haie sur l'entrée Est (route de Champeyroux ).

*"Identifier et localiser les éléments du paysage et délimiter les quartiers, rues, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre esthétique, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection."*

En effet cette haie assure une continuité avec le bâti de la rue des Ecoles et pourra contribuer à l'avenir à maintenir cette continuité si les parcelles situées sur La Croix Blanche sont loties.

Cette protection prévoit une autorisation préalable en cas de destruction, elle a pour objectif de faire subsister des éléments de paysage.

Ce même article permet également d'identifier des petits monuments à protéger qui sont :

- des calvaires situés à la croisée de certains chemins

- un petit bâtiment situé au bord de la D 51 que l'on nommera "bâtiment Marchat" du nom de l'inscription portée sur une pierre au-dessus de la porte d'entrée.

- une tour sur le secteur de Palerme.

Tous les emplacements de ces éléments sont notés sur les documents graphiques.

**L'article L.130-1** du Code de l'urbanisme a été utilisé afin de créer une zone d'espaces boisés classés le long de la Morge.

Ce classement interdit dans ces zones tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation des boisements. Il entraîne le rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue à l'article 157 du Code Forestier. D'autre part il permet de protéger des haies existantes qui participent à l'aspect général du paysage.

### **Par rapport aux risques inondables**

Le POS a créé des zones interdites à la construction et réglementées en matière d'aménagement afin de préserver les riverains des risques d'inondation. Ces zones intègrent des zones inondables mais également des champs d'expansion de crues sur la base d'une étude réalisée par un cabinet spécialisé .

### **Sur les milieux naturels**

Le POS a créé une zone ND qui est en grande partie constituée par une zone humide au bord de la Morge. Elle permettra de préserver la faune et la flore particulière qui s'y est développée .Des réserves foncières et des espaces boisés classés dans ce secteur permettront à la commune de gérer plus facilement ces espaces dont beaucoup de secteurs sont à l'abandon.

---

### **Sur l'air et le climat**

Le POS ne comporte aucune disposition susceptible de créer des atteintes à la qualité de l'air, ni de modifier le climat.

### **Sur l'eau et l'assainissement**

Les dispositions du POS tiennent compte des équipements existants en matière d'eau potable et d'assainissement . Les zones constructibles sont des zones où les constructions peuvent être raccordées à un réseau collectif d'assainissement et d'eau potable. Les futures zones constructibles 1NAg, et NA pourront être raccordées au fur et à mesure de la réalisation des travaux nécessaires à leur équipement.

Une étude de zonage d'assainissement délimitant les zones d'assainissement collectifs et les zones relevant de l'assainissement non-collectif a été approuvée par le Conseil municipal le 4 Novembre 1998.

### **Sur la protection du patrimoine archéologique**

Les deux sites archéologiques répertoriés par les services de la DRAC, positionnés, le premier au Nord du lieu-dit "Le Bouillat " et le second au Sud de "Las Quairas" sont situés respectivement en zone NDi et NCd, zones inconstructibles. Ils ne peuvent donc pas être perturbés par des aménagement qui les menaceraient .

### **Sur la protection des biens et du patrimoine**

Le POS affirme clairement la volonté de préserver le patrimoine culturel bâti, par des règles architecturales (article 11 ) et des prescriptions précises sur la réhabilitation des constructions anciennes et sur la mise en œuvre des nouvelles .

Le Plan d'aménagement de bourg a programmé différentes actions de qualification des espaces publics;

Ce sont :

- le jardin rue des maronniers
- la place de l'église
- la rue de la poste
- l'accès à l'école et aux équipements sportifs
- la zone de la passerelle sur la Morge
- un secteur de promenade longeant la Morge
- l'entrée Est correspondante aux intersections des routes de Maringues et de Surat.
- l'entrée Sud des Martres sur Morge et la Place des Charmes.

Le POS intègre certains espaces réservés pour aider à la réalisation de ces actions.

Beaucoup d'actions qualifiantes seront également à entreprendre sur les espaces publics afin de compléter les dispositions du POS, concernant notamment :

- 
- les réseaux apparents (EDF -Télécom)
  - la signalétique
  - le petit patrimoine (pigeonniers -murs-croix )
  - la voirie (bords de routes-délaissés-chemins )
- cette liste n'étant bien sur pas exhaustive.

En conclusion, la mise en œuvre du POS n'aura pas d'incidence défavorable sur l'évolution de l'environnement, mais aura au contraire de nombreux effets bénéfiques.

## **2-La maîtrise de l'urbanisation future**

### **La maîtrise des extensions urbaines**

La modification du POS a pour objectif de répondre à la demande croissante pour une population de résidence permanente .

Cette demande se heurte cependant à un certain nombre de contraintes qui sont de deux ordres.

**-sur le plan physique** , les extensions sont limitées par des obstacles naturels comme le relief- les zones inondables-les zones protégées.

**-sur le plan réglementaire** les exploitations agricoles sont installées autour des zones urbanisées et les contiennent dans des limites étroites.

Les extensions prévues seront donc de taille très modestes et permettront d'engager la commune dans des investissements de viabilité pour les rendre constructibles (voirie-eau assainissement ) , étalés dans le temps.

### **Prescriptions architecturales**

Les articles concernant la prescription architecturale ( article 11 ) introduit sur chaque zone, des recommandations plus précises à propos des implantations des bâtiments, des matériaux utilisés et de leur mise en œuvre (pentes de toitures-enduits de façade) et des aménagements extérieurs. Elle a pour objectif de **préserver la qualité architecturale des bâtiments existants et de favoriser l'intégration des nouveaux** dans le respect des structures anciennes qui ont constitué le patrimoine existant.

### **Vers une architecture modeste mais respectueuse du passé**

La commune ne possède aucun bâtiment inscrit à l'inventaire des monuments historiques, c'est une commune d'origine rurale où la tradition agricole se perpétue.

Une typologie architecturale traditionnelle a pu se maintenir .

La lutte contre la banalisation devrait conduire les candidats à la construction mais le respect des lieux doit les amener à retrouver l'authenticité d'une qualité d' espace qui a fait ses preuves.

---

### **3-Le POS au regard des lois d'aménagement et d'urbanisme**

Les principales options du POS exposées dans le présent rapport respectent les grands principes énoncés dans le Code de l'Urbanisme notamment en ce qui concerne :

#### **La Loi Paysage**

-par la protection des sites et des paysages en créant des Zones ND et NC d.

#### **La protection de l'Agriculture**

-par la protection de l'espace agricole dans le classement en Zones NCb-NCc et NC d.

#### **L'Urbanisation**

-par la limitation de l'urbanisation le long des routes importantes en contenant les extensions dans la continuité du bourg ancien.

#### **Les entrées de ville**

Les éléments introduit dans le POS, notamment la protection d'une haie sur l'entrée Est et la limite des extensions futures (NA et 1Nag) dans des secteurs en partie urbanisés permettent de contenir l'urbanisation dans l'enveloppe visuelle existante sans se prolonger le long des principaux accès routier, rendant ainsi conforme les projets d'extension aux dispositions de l'article 52 de la loi du 2 février 1995.

#### **Les Risques naturels.**

-en instituant un périmètre de zones inondables et un champ d'expansion de crues.

-en interdisant toute construction nouvelle dans les zones à risque et en réglementant l'aménagement de l'existant.

### **4-Les servitudes d'utilité publiques**

Les servitudes d'utilité publiques prises en compte dans le POS et recensées en annexe sont les suivantes:

A5	Servitude relative à la pose de canalisation d'eau et d'assainissement.
I4	Servitude relative au transport et à la distribution d'énergie électrique.
PT 3	Servitude relative à la pose de câble de communication.
T1	Servitude relative au chemin de fer.

TABLEAU N° 2

**INSTALLATIONS CLASSEES**  
(Etablissement de vente, de transit, de soins, de garde, d'élevage, d'exposition ; fourrière)

**REGLEMENT SANITAIRE  
DEPARTEMENTAL**  
(Elevage ou engraissement)

## TYPES D'ANIMAUX (1)

AUTORISATION

DECLARATION

SOUMIS A L'ART. 153  
(REGLES D'IMPLANTATION)

NON SOUMIS A L'ART. 153

## 1) BOVINS :

a) Veaux de boucherie ou bovins  
à l'engraissement

plus de 200 animaux .....A

de 50 à 200 animaux .....D

moins de 50 animaux .....X

b) Vaches laitières et (ou) mixtes

plus de 80 vaches .....A

de 40 à 80 vaches .....D

de 4 à 39 vaches .....X

\* de 1 à 3 vaches .....X

c) Vaches nourrices

(c'est-à-dire dont le lait est exclusivement  
destiné à l'alimentation des veaux) :

à partir de 40 vaches .....D

de 4 à 39 vaches .....X

\* de 1 à 3 vaches .....X

## 2) PORCS (2)

plus de 450 animaux .....A

de 50 à 450 animaux .....D

de 6 à 49 animaux .....X

\* de 1 à 5 animaux .....X

\* moins de 20 porcelets (30 Kg) .....X

## 3) SANGLIERS en stabulation

ou en plein air dans un enclos

de moins de 20 ha .....D

## 4) CHIENS (3)

plus de 50 animaux .....A

de 10 à 50 animaux .....D

de 6 à 9 animaux .....X

\* de 1 à 5 animaux .....X

## 5) LAPINS (4)

plus de 6000 animaux .....A

de 2000 à 6000 animaux .....D

de 50 à 1999 animaux .....X

de 1 à 49 animaux .....X

## 6) VOLAILLES, GIBIERS A PLUMES (5)

plus de 20000 animaux  
équivalents .....Ade 5000 à 20000 animaux  
équivalents .....D

de 50 à 4999 animaux .....X

de 1 à 49 animaux .....X

TYPES D'ANIMAUX (1)	INSTALLATIONS CLASSEES (Etablissement de vente, de transit, de soins, de garde, d'élevage, d'exposition ; fourrière)		REGLEMENT SANITAIRE DEPARTEMENTAL (Elevage ou engraissement)	
	AUTORISATION	DECLARATION	SOUIS A L'ART. 153 (REGLES D'IMPLANTATION)	NON SOUSIS A L'ART. 153
<b>7) ANIMAUX CARNASSIERS A FOURRURE</b>				
plus de 2000 animaux .....	A			
de 100 à 2000 animaux .....		D		
de 1 à 99 animaux .....				X
<b>8) PISCICULTURES</b> .....				
1/ Salmonicultures d'eau douce,				
la capacité de production étant				
a) supérieure à 10t/an .....	A			
b) supérieure à 500 kg/an mais				
inférieure ou égale à 10t/an .....		D		
2/ Piscicultures d'eau douce				
(à l'exclusion des salmonicultures)				
a) supérieure à 20t/an .....	A			
b) supérieure à 5t/an mais				
inférieure ou égale à 20t/an .....		D		
<b>9) MENAGERIES, PARCS ZOOLOGIQUES, PARCS D'ANIMAUX SAUVAGES</b> .....				
A				
<b>10) VERMINIERES (élevage des larves de mouches, asticots) .....</b>				
A				
<b>11) * OVINS ou CAPRINS</b>				
plus de 10 animaux .....			X	
moins de 10 animaux .....				X
<b>12) * CHEVAUX légers ou lourds</b>				
plus de 3 animaux .....			X	
moins de 3 animaux .....				X
<b>13) COUVOIRS</b>				
de plus de 100 000 oeufs .....		D		

\* Elevage de type familial

- (1) Les chiffres correspondent au nombre maximum d'animaux en présence simultanée dans l'établissement
- (2) Ne sont pris en compte que les animaux de plus de 30 kg
- (3) Ne sont pris en compte que les chiens sevrés
- (4) Ne sont pris en compte que les animaux de plus de 30 jours
- (5) Ne sont pris en compte que les animaux de plus d'un mois

NOTA : les poules, poullets, faisans, pintades comptent pour un animal-équivalent ; les canards comptent pour 2 animaux-équivalents ; les dindes, oies comptent pour 3 animaux-équivalents ; les palmipèdes gras en gavage comptent pour 5 animaux-équivalents ; les pigeons, les perdrix comptent pour 1/4 d'animal-équivalent ; les cailles comptent pour 1/8 d'animal-équivalent.

TABLEAU N° 3

Distances minimales d'éloignement à respecter  
pour les bâtiments d'élevage ou activités agricoles  
soumis au Règlement Sanitaire Départemental

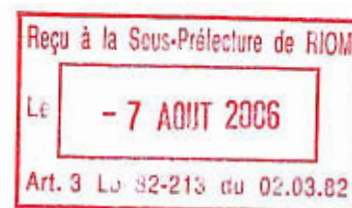
	Habitations de liens et établis- sements recevant du public	Points d'eau tels que définis à l'article 153-2 du R.S.D.	Zones de baignade	Zones d'aquaculture	Zones de loisirs et établissements recevant du public sauf cam- ping à la ferme
Elevages porcins à lisiers	100 m	35 m	200 m	200 m	100 m
Volailles et lapins < 500	25 m	35 m	200 m	200 m	25 m
> 500	50 m		200 m	200 m	50 m
Autres élevages	50 m	35 m	200 m	200 m	50 m
Dépôts de fumiers et autres déjections solides	50 m	35 m	200 m	Conditions spéci- fiques - Avis CDH	50 m
Ouvrages de stockage (lisiers, purins ...)	50 m	35 m	200 m	Conditions spécifiques	50 m
Silos aménagés	50 m	35 m	200 m	) Conditions spécifiques	50 m
Silos dans bâtiment fermé	35 m	35 m	200 m		35 m
Silos non aménagés	100 m	100 m	200 m		100 m
Ensilages non générateurs de jus	Tolérance à 50 m	Tolérance à 50 m			Tolérance à 50 m

#### Définition des points d'eau :

- puits et forages
- sources
- aqueducs où transitent des eaux potables en écoulement libre
- canalisations d'eau destinée à la consommation humaine dont une pression interne minimale de 1 bar ne peut être garantie
- toute installation souterraine ou semi enterrée pour le stockage des eaux
- rivages
- berges des cours d'eau.

**DEPARTEMENT DU PUY – DE – DÔME**

**Commune de MARTRES sur MORGE**



**PLAN D'OCCUPATION DES SOLS  
PROCEDURE DE MODIFICATION n°1  
(Art. L.123-13 du code de l'Urbanisme)**

**NOTE DE PRESENTATION**

**ELABORATION**

**- Prescription**

Délibération du Conseil Municipal  
du 13/12/1996

**- Arrêt du projet**

Délibération du Conseil Municipal  
du 30/04/1999

**- Publication**

Arrêté du Maire du 22/11/1999

**- Approbation**

Délibération du Conseil Municipal  
du 08/09/2000

**MODIFICATIONS – REVISIONS PARTIELLES  
MISES A JOUR**

1. Modification n°1



La Commune des MARTRES-SUR-MORGE a décidé d'engager une procédure de modification de son Plan d'Occupation des Sols, approuvé le 8 septembre 2000.

En effet, pour accompagner le développement de la Commune, l'évolution du document d'urbanisme s'avère nécessaire. Elle concerne un seul secteur :

- Afin d'autoriser la réalisation de logements sociaux, la suppression de l'espace réservé n°5 situé rue du Puy de Dôme.

## **1. Rue du Puy de Dôme - Emplacement réservé n°5 :**

La Commune des MARTRES-SUR-MORGE, par l'intermédiaire de La Communauté de Communes du Canton d'ENNEZAT, envisage la réalisation de logements sociaux sur une partie de l'emplacement réservé n°5.

Seulement les logements sociaux n'entrent pas dans la catégorie des équipements publics tels que cet emplacement l'impose.

Afin de rendre possible cette opération, il faudrait supprimer l'emplacement réservé n°5.

Comme la Commune des MARTRES-SUR-MORGE est propriétaire de toutes les parcelles concernées par cet emplacement réservé, le maintien de ce dénier n'est plus nécessaire.

Afin de rendre possible cette opération, il a donc été décidé de supprimer l'emplacement réservé n°5.

## 2. Tableau des Surfaces

Les surfaces sont exprimées en hectares. Les valeurs données ici sont à considérer en ordre de grandeur.

La surface des espaces boisés classés n'est en rien modifiée.

ZONE	POS ACTUEL	MODIFICATION N°1
Zones Urbaines :		
UD	18,00	
UDi	0,40	
UG	14,20	
UGi	2,10	
UX	6,40	
<b>Total Zones Urbaines</b>	<b>41,10</b>	
Zones Naturelles	2,40	
NA		
1NAg	15,30	
1NAi	1,60	
NAl	3,70	
NCb	8,60	
NCC	59,40	
NCd	582,30	
NDi	106,00	
ND	1,60	
<b>Total Zones Naturelles</b>	<b>780,90</b>	
Dont Espaces Boisés Classés	<b>17,60</b>	
	<b>822,00</b>	

### **3. Conclusion**

La présente modification du Plan d'Occupation des Sols de la Commune des MARTRES-SUR-MORGE a été conduite par la collectivité dans le souci de gérer au mieux son territoire et de favoriser le développement communal.

Elle consiste uniquement en la suppression de l'emplacement réservé n° 5.